

A Pékin

M. Vance

a eu des entretiens
« utiles et constructifs »

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Belgique, 1,50 F; Canada, 2,00 F; Danemark, 1,50 F; Espagne, 2,00 F; Grande-Bretagne, 2,00 F; Grèce, 2,00 F; Irlande, 2,00 F; Italie, 1,50 F; Japon, 1,50 F; Luxembourg, 1,50 F; Norvège, 2,00 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,50 F; Suède, 2,00 F; Suisse, 1,50 F; U.S.A., 2,00 F; Yougoslavie, 1,50 F.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris 20 65073

Tél. 246-72-23

Austérité au Portugal

Les syndicats critiquent la suspension des conventions collectives

REMISE EN ORDRE

Les décisions économiques annoncées jeudi par M. Mario Soares ne peuvent surprendre : elles vont dans le sens de la politique d'austérité menée par le gouvernement socialiste portugais. Les deux mesures les plus spectaculaires, l'abandon de la parité fixe de l'escudo et la hausse du prix de l'essence (le coût du litre de « super » passant de 253 F à 212 F), ne sont peut-être pas les plus importantes. L'escudo avait déjà été dévalué de 17 % le 25 février.

On notera plus particulièrement la volonté exprimée par M. Soares de revenir sur les avantages acquis par les travailleurs d'entreprises nationalisées en 1974 et 1975 et qui se trouvent actuellement en situation difficile. Les contrats collectifs de ces « carnavals belges », qui garantissent une quasi totale sécurité de l'emploi à leurs salariés, pourront être suspendus. Au cours des derniers mois, le gouvernement a d'ailleurs retiré sa participation dans beaucoup de ces entreprises. Certaines ont été transformées en sociétés à capital mixte ; d'autres rendues purement et simplement à leurs anciens propriétaires.

M. Soares destine donc aujourd'hui assez fort pour braver directement les organisations syndicales et le parti communiste, très attachés à ces « conquêtes » de la révolution du 25 avril. Le secrétaire général du P.S. a en des termes très durs pour dénoncer les « subversifs », les « insensés » et les « irréalistes » qui ne sont pas, selon lui, capables de saisir la nécessité de sa politique. Certes, non seulement les communistes, mais aussi les militants appartenant à l'aile gauche de la formation de M. Soares, ne manquent pas de faire remarquer que les mesures annoncées pénalisent des salariés qui pouvaient encore se consoler de la hausse des prix des denrées alimentaires (33,5 % en un an) en étant assurés de leur emploi.

M. Soares a répondu à l'avance aux critiques de ceux qui l'accusent de brader l'indépendance nationale et de céder aux pressions des experts du Fonds monétaire international. Selon lui, aucune « condition politique » préalable n'est posée aux discussions que les responsables de l'économie portugaise auront en septembre avec ceux du F.M.I. pour l'obtention de la seconde tranche de crédit « stand-by » de 49 millions de dollars destinée à financer le déficit de la balance des paiements portugaise.

Il est d'autant plus intéressant que le F.M.I. n'ait pas exprimé des souhaits, qu'il s'agit restant apparemment « techniques », n'en pèseront pas moins sur l'orientation générale de la vie économique et sociale du pays. Le premier ministre a d'ailleurs reconnu qu'il avait choisi d'annoncer ses mesures d'austérité à la fin du mois d'août pour « catalyser les discussions » (avec le F.M.I.) dans une bonne situation morale et politique. M. Soares n'ignore pas que du succès de ces négociations dépend l'octroi d'un autre prêt, de 750 millions de dollars celui-là, de onze pays, dont les États-Unis et la R.F.A. M. Soares en appelle enfin à la solidarité nationale, invitant les formations politiques à dépasser « l'esprit de parti ». Bien que M. Cunha ait lui-même reconnu la nécessité d'une certaine austérité économique, lors de la conférence nationale du P.C.P. les 4 et 5 juin, il est difficile de croire que les communistes et l'inter-syndicale qu'ils contrôlent répondront à cet appel, qui sera sans doute mieux entendu du parti social-démocrate.

Le P.S., qui demeure l'axe de toute majorité, est ainsi condamné à jouer un jeu de bascule entre les partis dits à sa gauche et à sa droite. Mais le Portugal a trop attendu pour remettre de l'ordre dans les entreprises et pour rattraper le retard, pris sous l'ancien régime, dans le domaine des investissements industriels et agricoles, bref, pour tirer les leçons économiques de la « révolution des œuflets ».

Le gouvernement portugais a adopté, jeudi 25 août, un second programme d'austérité visant pour l'essentiel à réduire le déficit de la balance des paiements, à freiner le rythme de l'inflation, qui a déjà dépassé 30 % au cours du premier semestre, et à relancer sur des bases plus saines le développement économique. Les syndicats critiquent la suspension des conventions collectives.

Pour couper court aux spéculations contre l'escudo, déjà dévalué de 17 %, le 25 février dernier, le gouvernement de M. Mario Soares a décidé de laisser flotter la monnaie portugaise, dont le taux s'ajuste désormais périodiquement en fonction du taux d'inflation. Près de la moitié des 800 tonnes d'or constituant les réserves du pays vont être mises en gage.

A Paris, après l'annonce de ces décisions, le cours de l'escudo a baissé, ce vendredi, d'environ 3 %.

Une augmentation de 35 % des prix de l'essence et des carburants a été décidée, ce qui permettra d'alléger les charges d'importation. Mais la consommation ne diminuait pas, des mesures de rationnement pourraient être prises avant la fin de l'année.

Les dépenses budgétaires vont être réduites de 10 à 20 % et certains programmes publics d'investissements ralentis. Cependant, un fonds de développement économique national va être créé pour stimuler l'expansion industrielle et les industries d'exportation.

Afin d'encourager l'épargne, le taux d'intérêt a été relevé de 4 %.

(Lire la suite page 2.)

L'éventail des salaires

- La C.G.C. répond à M. Maire et au P.C.
- Les divergences subsistent au sein de la gauche

La polémique au sein de la gauche s'alimente d'un nouveau thème : le resserrement de l'éventail des salaires. Après les déclarations au « Monde » (17 août) de M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., et les propos ambigus, voire parfois contradictoires, tenus par les dirigeants du P.C. sur ce sujet, le président de la C.G.C., M. Charpentier, a vivement réagi, déclarant que « les cadres n'accepteraient pas » une « police des salaires ».

La C.F.D.T., qui vient de décliner une proposition de rencontre avec le P.C. faite par M. Marchais, jugeant qu'elle n'était pas « opportune pour l'instant », doit rencontrer la C.G.T. le 31 août. Au cours de cette reprise de contact à la veille de la rentrée, les deux organisations examineront les perspectives d'action à court terme mais pourraient aussi confronter leurs analyses sur quelques-uns des thèmes qui font l'objet de débats entre les partis de gauche.

Réduire l'éventail des salaires de 1 à 5, est-ce possible ? Qui répond le P.C. Non, affirme le P.S. M. Martens déclarait à Europe 1, il y a quelques mois : « Ce n'est pas réalisable dans le cadre du programme commun, car celui-ci est prévu pour cinq ans et nous considérons que, en cinq ans, il n'est pas possible de réduire l'éventail des salaires de 1 à 5 ». Le desaccoutumé n'est donc pas nouveau. Mais il s'est aggravé depuis quelques semaines, dans la mesure où les positions du P.C. ont évolué au gré de déclarations successives qui, ces derniers jours encore, demeurent ambiguës et parfois contradictoires. Dès le début des négociations de printemps dernier sur l'actualisation du programme commun, les communistes ont fait du réajustement de l'éventail des salaires l'un de leurs objectifs essentiels. C'était déjà un événement. Le P.S. ou l'on accepte le principe, parle de « virage à 180 degrés ». Il y a quelques années encore, les communistes se hâtaient quand le sujet était évoqué de réitérer la hiérarchie des salaires, disaient-ils alors, c'est désastreuse. Pierre pour venir P.C. a tout plutôt s'attaquer au capital. Au P.C. on admet avoir évolué. « Nous avons été amenés à réviser un réajustement de l'éventail hiérarchique à la suite

d'une réflexion nouvelle sur ces problèmes », indique M. Quin, rédacteur en chef de la revue Économie et politique. Le P.C. reconnaît la nécessité de la hiérarchie, mais observe que le maintien, voire l'extension de la mesure, ces dernières années, impose des efforts. Or, constate M. Quin, il existe en France, dans la société capitaliste actuelle, une plus grande socialisation de la vie et une certaine uniformisation des conditions de vie, ainsi qu'une plus grande solidarité. « Le problème de la hiérarchie des salaires se pose différemment qu'il y a quinze ou vingt ans », estime le spécialiste du P.C., qui ajoute d'autres arguments en faveur d'un réajustement : insistance mise sur le développement des loisirs, ce qui nécessite pour les ouvriers des revenus accrus ; volonté de démocratiser la gestion, ce qui implique des écarts moins grands de salaires ; impossibilité de sortir de la crise économique pour accroître la consommation populaire.

Le P.C. propose deux séries d'actions sur les salaires : la première concerne l'évolution du pouvoir d'achat ; la seconde, la structure, à terme, des grilles de rémunération.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 3.)

Un congrès de psychiatrie

Cinq mille spécialistes vont s'interroger sur l'usage politique de leurs thérapeutiques

Le sixième congrès mondial de psychiatrie, qui s'ouvre dimanche 28 août à Honolulu, réunira, jusqu'au 6 septembre, plus de cinq mille psychiatres représentant soixante-quinze sociétés nationales. Par son ampleur, cette manifestation laisse présager des débats techniques majeurs portant sur des thérapeutiques elles-mêmes en pleine évolution.

Mais il semble que l'enjeu réel de ce congrès soit bien différent et que les discussions spécifiquement médicales seront éclipsées par un tout autre débat, politique et idéologique : il s'agit en effet d'obtenir des plus hautes instances psychiatriques internationales la condamnation officielle de l'usage politique de la psychiatrie qu'en fait l'Union soviétique.

L'U.R.S.S. au banc des accusés

Rarement, sans doute, un congrès international de médecins se sera annoncé aussi passionné. Il faut, pour prendre la mesure de ce qu'en attend la majorité des congressistes occidentaux, se remémorer la dernière session mondiale de psychiatrie, à Mexico, le 28 novembre 1971. À cette époque, la communauté psychiatrique internationale, chrétienne par les premiers témoignages sur les traitements chimiothérapeutiques de dissidents soviétiques, commençait une douloureuse remise en question. En France même, comme en Italie ou en Grande-Bretagne, les milieux psychiatriques étaient alors soumis au vent de contestation levé dans le rang des antidopistes. Ceux-ci dénonçaient avec véhémence une pratique médicale, soumise à d'excessives exigences sociales, exagérément normative, et, pour certaines, devenue « folle » elle-même. Les hôpitaux psychiatriques publics en particulier — pourtant nettement engagés dans le désenclavement de la sectorisation — ont été dénoncés comme symbole même d'une oppression qui, pour certains, se trouvait confondue avec les soins eux-mêmes.

Peu de temps auparavant, M. Vladimir Boukouski, écrivain contestataire, déjà emprisonné deux fois, avait réuni un dossier de près de quatre cents pages, dans lequel il exposait le cas — et les tentatives de « rééducation psychiatrique » — d'un certain nombre de dissidents internés en U.R.S.S. pour des raisons politiques. Il avait distribué à Moscou plusieurs exemplaires de ce dossier (1) et adressé, à l'intention du congrès de Mexico, un appel à la communauté psychiatrique internationale qu'il concluait ainsi : « Il n'est pas pour un homme sain d'esprit, de destin plus effrayant qu'un séjour illimité dans un asile psychiatrique... » Il avait été immédiatement arrêté.

Confusion à Mexico

Les débats de Mexico commencent dans la confusion. Dès la séance inaugurale, le président du congrès, le docteur Ramon de la Fuente, déclare : « Si nous passons sous silence ces abus, nous chargerons nos consciences d'un péché intolérable... » Mais le secrétaire général de l'association mondiale de psychiatrie — organisation du congrès — le Britannique Dennis Leigh, hésite à

abonder dans ce sens. Il réitère l'état d'esprit qui est alors celui de la majorité des psychiatres occidentaux : leur souci majeur est, en effet, d'éviter une rupture de la communauté scientifique internationale. Les psychiatres français, eux aussi, sont divisés, hésitants, et pour bon nombre d'entre eux, encore incrédules. Ils ont refusé de soumettre collectivement au congrès une motion du docteur Henri Ey condamnant tout à la fois les excès de l'antipsychiatrie et le détournement de la psychiatrie à des fins politiques.

Enfin, et surtout, la délégation soviétique, appuyée par les représentants tchécoslovaques, laisse clairement entendre que si la question est débattue, elle quittera officiellement le congrès. Crainte de l'éclat, refus d'une option claire... Toujours est-il que les débats de Mexico, au grand regret de quelques congressistes motivés mais isolés, s'achèvent comme ils avaient commencé, dans la confusion. M. Victor Fainberg, professeur à l'Université de médecine, dira plus tard, à sa libération, que pendant le congrès de Mexico, et dans la crainte d'une condamnation des « traitements » des dissidents se sont considérablement adoucis, pour reprendre de plus belle par la suite.

De multiples témoignages

Les données du problème ont aujourd'hui considérablement évolué. Tout d'abord, il est devenu impossible d'ignorer un certain nombre de témoignages de contestataires maintenant remis en liberté. À celui, retentissant, du mathématicien Léonid Pliouchitch se sont ajoutés ceux de dissidents progressivement libérés, tels que Victor Fainberg, Natalia Gorbunova, poétesse, Boukouski, et de plusieurs autres, décrivant les traitements qu'ils avaient subis dans les « hôpitaux psychiatriques » soviétiques : lavages nasaux, injections d'huile soufflée, chimiothérapies massives et d'autres « traitements », dont rendent compte dans un livre tout récent (*Russia's Political Hospital*) M.M. Sidney Bloch et Peter Reddaway (le Monde du 8 août). Les auteurs — le premier est un psychiatre d'origine et d'adoption, le second, professeur à la London School of Economics, — rapportent l'étude de deux cent dix cas.

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 13.)

Nationaliser ou pas

par JEAN COLPIN (**)

Enfin, tout le monde en conviendrait, les questions en débat sur l'actualisation du programme commun portent sur des problèmes de fond, et les divergences entre les positions du parti communiste et celles du parti socialiste sont reconnues sérieuses, notamment sur les objectifs sociaux et sur les moyens économiques et politiques nécessaires.

C'est sans doute pour cela que tout est mis en œuvre pour rendre connus ce qui est clair et déplacer dans le champ de la discussion réfléchi sur la politique que devra mener demain le gouvernement de l'union de la gauche. Inacceptable à cet égard est la méthode utilisée jeudi dans un quotidien du matin par Michel Rocard pour masquer les rejets du parti socialiste à propos de l'impôt sur le capital et des nationalisations.

Que disait textuellement Georges Marchais dans sa réponse à Roger Frioux et à ce sujet : « Je ne peux pas vous employer et qui recouper ceux du parti socialiste, nous considérons que les propositions de nationalisations et d'impôt sur le capital que nous avançons dans le cadre de l'actualisation du programme commun sont nécessaires pour sortir de la crise. »

Déformation grossière des positions du parti socialiste ! prétend Michel Rocard. Alors, considérons les faits : est-il vrai ou faux que la proposition que nous avons nous-même avancée est de nationaliser un impôt sur le capital avec un taux compris entre 1 % et 2,5 % selon l'importance du rapport du capital à la valeur ajoutée et avec un abattement à la base de 2 millions de francs ? C'est vrai. Est-il vrai que la proposition que nous avançons est de nationaliser un impôt sur le capital avec un taux compris entre 1 % et 2,5 % selon l'importance du rapport du capital à la valeur ajoutée et avec un abattement à la base de 2 millions de francs ? C'est vrai.

Est-il vrai ou faux que la proposition que nous avançons est de nationaliser un impôt sur le capital avec un taux compris entre 1 % et 2,5 % selon l'importance du rapport du capital à la valeur ajoutée et avec un abattement à la base de 2 millions de francs ? C'est vrai. Est-il vrai que la proposition que nous avançons est de nationaliser un impôt sur le capital avec un taux compris entre 1 % et 2,5 % selon l'importance du rapport du capital à la valeur ajoutée et avec un abattement à la base de 2 millions de francs ? C'est vrai.

Est-il vrai ou faux que la proposition que nous avançons est de nationaliser un impôt sur le capital avec un taux compris entre 1 % et 2,5 % selon l'importance du rapport du capital à la valeur ajoutée et avec un abattement à la base de 2 millions de francs ? C'est vrai. Est-il vrai que la proposition que nous avançons est de nationaliser un impôt sur le capital avec un taux compris entre 1 % et 2,5 % selon l'importance du rapport du capital à la valeur ajoutée et avec un abattement à la base de 2 millions de francs ? C'est vrai.

déjà dans les luttes des travailleurs de certains secteurs. Aussitôt, nous avons publié les chiffres et évaluations correspondantes.

Conformément, d'une part, aux méthodes préconisées pour définir les groupes par des organismes officiels tels que le Conseil national de la comptabilité, la Commission des opérations de Bourse ou l'INSEE et, d'autre part, à la pratique des groupes monolithes eux-mêmes, nous considérons que c'est le « noyau dur » des groupes monolithes, constitué par les sociétés mères et les filiales contrôlées majoritairement, qui doit être nationalisé. On a écrit sur cette base à une liste de mille trois cent quatre-vingt-dix entreprises, dont mille cent quarante-neuf sociétés industrielles. Mais, en outre, cela, un petit nombre de sociétés (moins de cinquante) dans lesquelles les participations publiques sont minoritaires, mais qui revêtent dans les groupes considérés une importance particulière en raison de leur apport technologique ou vis-à-vis de l'extérieur, le parti communiste français propose donc quatre cent cinquante entreprises, toutes identifiées, et celles-là seulement. Bien entendu, il conviendra de tenir compte, le moment venu, des changements structurels qui seront intervenus d'ici là.

Du côté du parti socialiste, ce qui ressort des diverses déclarations de ses porte-paroles et des positions exprimées dans les négociations de la commission des quinze et que la presse a rapportées, c'est sa volonté de ne pas toucher au texte de 1972 comme si rien ne s'était passé depuis cinq ans alors que, pour ne prendre que cet exemple, le poids relatif des investissements en France des neuf groupes nationalisables par rapport à l'investissement de l'ensemble des sociétés a diminué. Au cours des discussions, le parti socialiste a exposé son principe de nationalisation des groupes : il revient en fait à confondre la notion de groupe et celle de holding (c'est-à-dire la seule société financière au sommet d'un groupe) et à ne retenir dans le champ de la nationalisation que ces holdings et quelques sociétés qui en dépendent directement à 99 % au moins.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Évoquant à l'Hôtel de Ville l'épopée de la libération, M. Jacques Chirac s'est référé à cette page de notre histoire pour attirer l'attention du pays sur des « menaces extérieures d'une autre nature » qui, selon le maire de Paris, semblent guetter nos jours paisibles.

La nouvelle est d'autant plus importante que, à part les péripéties de l'ultimatum de Concorde à New-York et les récentes divisions de petites unités étrangères sur le marché français du sous-traitement, nous n'étions avertis jusqu'à ce jour d'aucune

ALERTE !

autre menace extérieure pesant sur notre beau pays. Sans doute tenu par le secret professionnel, M. Chirac n'a pu préciser de quelle nature était cette autre menace : mais tenons-nous le pour dit et méfions-nous de la cinquième colonne en traversant la rue, en nous rendant au travail, en croisant nos voisins, en parlant en week-end ou en allant nous coucher. En un mot, soyons toujours prêts, des fois que la menace extérieure, dont parle le maire de Paris, se préciserait en mars 1978.

BERNARD CHAPUIS.

ARCHITECTURE URBAINE

Une histologie du cœur de Paris

Voici dix ans, maintenant, s'engageait la bataille des Halles. Confrontés à une nécessité de plus en plus pressante, ressentie dès la dix-septième siècle, le déplacement du marché central, les pouvoirs publics décidèrent de remodeler l'espace parisien ainsi « libéré ». Le projet était assujéti au désir de rentabiliser les sols, mais on voulait aussi imposer un grand geste architectural par lequel la V^e République entendait marquer son empreinte au cœur de la capitale. Un grand absent des préoccupations des urbanistes et des économistes, c'était le tissu même de la vieille cité que, faute de l'avoir jamais regardé, on traitait volontiers d'« autrefois ».

Pour parer au plus pressé, il fallait donc révéler aux Parisiens la qualité du patrimoine que l'on voulait rayer d'un trait de plume. C'est ce qui fut fait, en 1967-1968, au moyen d'une exposition, d'un plan archéologique et d'un album-guide. L'action de la Commission du Vieux-Paris et des associations de sauvegarde

parmi, grâce à l'énergique intervention de René Capitant, d'éviter la destruction du quartier, sinon, hélas, celle des pavillons de Baltard.

Au-dessus de la mûle, le quartier menacé offrait un merveilleux champ d'étude à l'analyste soucieux d'examiner sur le vif l'évolution de l'espace urbain. Le résultat de cette enquête parait aujourd'hui, par les soins du C.N.R.S., sous le titre ambitieux de *Système de l'architecture urbaine. Le quartier des Halles à Paris*. Il n'a pas fallu moins de dix ans à la solide équipe dirigée par le professeur André Chastel pour définir un programme, créer une méthode d'investigation et mener à bien cette recherche originale qui n'a d'équivalent nulle part ailleurs.

JEAN-PIERRE BABELON, conservateur du Musée de l'histoire de France aux Archives nationales, président de la Société de Philologie de Paris et de l'École de France.

(Lire la suite page 7.)

AFRIQUE

Ethiopie

Le lieutenant-colonel Mengistu assure que l'Ogaden « sera reconquis »

Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de la junte éthiopienne, a promis à ses concitoyens que « l'Ogaden sera reconquis ». S'il le faut, au moyen d'armes traditionnelles. Pendant, jeudi 25 août, devant un demi-million de personnes réunies sur la place de la Révolution, à Addis-Abeba, le lieutenant-colonel Mengistu a notamment déclaré : « Bien que l'Éthiopie fasse tout ce qui est possible pour armer les masses afin de leur permettre de faire des miracles, nos armes ne doivent pas seulement être l'artillerie, les mitrailleuses et les fusils ».

Se référant à la guerre livrée contre l'occupant italien, en 1944, dans l'Ogaden, le chef de

l'Etat éthiopien a ajouté : « Il n'y a pas de raison pour que n'existe pas aujourd'hui cette race d'Éthiopiens qui sont montés sur les tourterelles des chars et ont décapité nos ennemis ». Les propos du chef de la junte tendent à indiquer qu'en dépit du pont aérien établi entre l'Union soviétique et d'autres pays de l'Est, d'une part, et l'Éthiopie, d'autre part, celle-ci ne dispose pas encore de suffisamment d'armes pour équiper les forces issues de la levée en masse qu'elle a décrétée. Aux côtés de l'armée régulière, l'Éthiopie dispose de cent trente-cinq mille hommes de la milice populaire et d'une milice ouvrière en cours d'entraînement. — (Reuters)

L'« Alsace-Lorraine » de la Somalie

Les rapports somalo-éthiopiens ont été dominés par la question du Haud et de l'Ogaden, que les Somaliens considèrent comme des « provinces perdues ». Ces deux régions étant peuplées de Somaliens, les autorités de Mogadiscio exigent leur retour à la « mère patrie », de même qu'elles préconisent l'annexion de celles du district de la frontière nord du Kenya et qu'elles combattent longtemps pour le rattachement de l'ancien Territoire français des Afars et des Issas, aujourd'hui République de Djibouti, à la République démocratique de Somalie.

L'étoile blanche qui frappe le centre du drapeau somalien comporte d'ailleurs cinq branches, qui représentent les tribus somaliennes de l'ancien Somaliland britannique et de l'ancienne Somalie italienne unifiées depuis dix-sept ans au sein de l'actuelle République somalie et celles encore dispersées sur les territoires du Kenya, de la République de Djibouti et de l'Éthiopie. La Constitution somalienne, promulguée en juillet 1960, stipule, dans le paragraphe 4 de son article 6, que la « République somalie promouvra, par les moyens légaux et pacifiques, l'unité de tous les territoires somaliens ». C'est ce texte qui a été suspendu après le coup d'Etat militaire d'octobre 1969, mais la Charte révolutionnaire rendue publique alors indique, dans le chapitre consacré à la politique étrangère, que l'un des objectifs de la révolution est de « lutter pour l'unité de la nation somalie ».

Enfin, lorsqu'ils parlent de l'Ogaden, considéré par eux comme l'« Alsace-Lorraine de la Somalie », les dirigeants de

Mogadiscio n'emploient pratiquement que le terme de « Somalie éthiopienne ». Après avoir d'abord soutenu, de façon discrète, l'indépendance des tribus de leurs frères de race installés dans l'Ogaden et dans le Haud, les dirigeants somaliens ont commencé à solliciter de ceux qui l'ont appelé longtemps les Shittas, sortis de perdition qui tentent le masqué contre les forces armées éthiopiennes. En 1963, sans que la guerre ait jamais été déclarée officiellement, un conflit armé éclata entre l'Éthiopie et la Somalie, et se prolongea durant l'année 1964. Mort en 1965, le général somalien Daoud (l'un des principaux adversaires de Mogadiscio porte son nom), fut le héros de ce conflit.

Déjà très médiocres à l'époque de l'empereur Haile Selassie, les relations entre Addis-Abeba et Mogadiscio ne s'améliorèrent pas après la prise du pouvoir par les militaires en Éthiopie, bien que ces derniers aient multiplié les professions de foi « socialistes ». Cependant, jusqu'au début de cet été, les Somaliens se contentaient d'attendre le démantèlement de l'ancien empire, dont les nouveaux dirigeants devaient faire face à de multiples mouvements de dissidence. Sans doute l'affaiblissement du pouvoir central éthiopien leur parut-il trop lent. Le renversement brutal des alliances intervenu il y a quelques semaines à Addis-Abeba, où les Soviétiques remplacèrent les Américains, qui semblaient y bénéficier d'une position pourtant solide, a, sans doute, accéléré ce mouvement.

Les Britanniques, il y a trente ans... Convaincus de ce que l'équilibre des forces dans la région leur favorisait, notamment du fait de l'extension de la lutte de libération nationale en Érythrée, les Somaliens ont brusquement passé à l'offensive, « libérant » plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés de territoire.

République Sud-Africaine

POUR SANCTIONNER LES ÉLÈVES EN GRÈVE

Le gouvernement ferme les écoles secondaires de Soweto

De notre correspondante

Johannesburg. — M. M.C. Botha, ministre de l'éducation bantoue, a annoncé, jeudi 25 août, la fermeture, jusqu'à une date indéterminée, de quarante-deux écoles secondaires de Soweto, ville noire satellite de Johannesburg. A plusieurs reprises, le ministre avait menacé, dans le passé, les lycées et collèges de fermer leurs établissements, s'ils n'interrompaient pas leur mouvement de grève commencé il y a un mois pour protester contre le système d'éducation qui leur est imposé.

Il y a une dizaine de jours, le conseil représentatif des étudiants de Soweto, qui est à l'origine du mouvement, avait décidé d'appeler au « retour en classe ». — appel renouvelé plusieurs fois mais à moitié écouté. Les organisations étudiantes et le conseil des dix, conseil représentant les mouvements de la conscience noire et réclamant l'autonomie de la municipalité de Soweto, rejettent la responsabilité de cette désertion des établissements scolaires sur la police, qui, malgré plusieurs demandes, a continué d'intervenir, souvent même jusque dans l'enceinte des établissements. Depuis un mois, donc, la situation est tendue, et l'immense township est régulièrement secouru par des manifestations sporadiques.

Le dernier incident remonte au jeudi 25 août. Un étudiant a été tué par balle lors d'une charge de police. Selon le général Kriel, responsable du secteur de Kriel, ses hommes seraient intervenus à

PARIS PREND ACTE DES ASSURANCES DE PRETORIA SUR L'ARME NUCLÉAIRE

A la suite des déclarations faites, le mercredi 24 août, par M. Vorster, premier ministre d'Afrique du Sud, le porte-parole du C.I.A. d'Orsay, leur a répondu que « le gouvernement français a pris acte des assurances officiellement données par M. Vorster, selon lesquelles l'Afrique du Sud n'a pas l'intention de se doter d'armes nucléaires ».

Ces déclarations confirment ce qui avait été dit à l'ambassade de France à Pretoria. Ainsi que l'a souligné la déclaration du gouvernement français du 9 août, cette affaire est, pour la France, de la plus grande importance. A ajouté le porte-parole.

Dans sa déclaration du 9 août, le porte-parole du C.I.A. d'Orsay avait notamment indiqué que « le gouvernement de l'Afrique du Sud mettait à exécution les intentions qui lui sont prêtées, le gouvernement français ne pouvait que condamner une telle initiative ».

« Le Soleil de Dieu en Tanzanie ». Sous ce titre, le père Bernard Joinet, qui se présente comme « prêtre en temps socialiste », vient de publier un petit livre-interview présenté par Jean-Claude Petit, journaliste à la Vie. Docteur en psychologie et en théologie, diplômé de sociologie politique, le père Joinet, missionnaire depuis quinze ans en Tanzanie, explique notamment dans ce livre comment sa lecture de l'Évangile a été transformée « à la fois par la Tanzanie et par le socialisme ».

Éditions du Cerf, 184 p., 29 F.

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT EN RHODÉSIE

M. Waldheim envisage l'envoi de « casques bleus » à Salisbury

Tandis que s'ouvre, ce vendredi 25 août, à Lusaka (Zambie), la conférence des chefs d'Etat des pays de « première ligne » (Botswana, Angola, Mozambique, Tanzanie, Angola), on confirme à Pretoria que M. Vorster rencontrera, lundi prochain en Afrique du Sud, M.M. Owen, secrétaire au Foreign Office, et Young, ambassadeur des États-Unis à l'ONU. D'autres part, au cours des entretiens qu'il vient d'avoir à Londres avec M. Owen, M. Kurt Waldheim, secrétaire général à l'ONU, a évoqué la possibilité d'envoyer en Rhodésie un contingent de « casques bleus » pour y maintenir la paix pendant la période de transition qui précéderait l'accession d'un gouvernement africain au pouvoir.

Le secrétaire général des Nations unies a en effet indiqué jeudi à Londres qu'il serait possible de créer une force de paix de l'ONU pour maintenir l'ordre

en Rhodésie si les « parties intéressées » se mettaient d'accord sur la nécessité d'une telle mesure. S'adressant ensuite aux journalistes, M. Waldheim a précisé qu'il son avis les « parties intéressées » étaient principalement la Grande-Bretagne, « les pays de première ligne » et les mouvements africains de libération. L'Afrique du Sud est elle-même « mêlée » à ce problème, a-t-il observé. Quant au gouvernement rhodésien, M. Waldheim a souligné qu'il s'agissait d'un « régime illégal » et que « son consentement n'était pas juridiquement nécessaire ». Mais il a ajouté que, pratiquement, il fallait tenir compte des réalités et que des contacts avec le régime Smith étaient « inévitables ».

M. Waldheim a rappelé qu'un mandat du Conseil de sécurité était nécessaire pour mettre sur pied une telle force. Le problème du maintien de l'ordre pendant

la période de transition reste au demeurant une des difficultés les plus épineuses à résoudre pour les Occidentaux, qui en sont à la sixième tentative de règlement négocié en un an. En effet, ni les nationalistes noirs ni les Rhodésiens blancs ne sont disposés à admettre que l'autre partie ait le contrôle de l'armée et de la police.

Pour les diplomates occidentaux à Lusaka, le nouveau plan anglo-américain n'a pas plus de chances de succès que les cinq autres, et M. Smith le rejettera très vraisemblablement. En revanche, après un entretien avec M. Young, qui représente les États-Unis à la conférence anti-apartheid de Lagos, M. Robert Mugabe, qui est l'un des deux principaux dirigeants du Front patriotique, a dit que son mouvement ne serait pas opposé à la dernière des propositions anglo-américaines. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

AMÉRIQUES

Canada

Le référendum sur l'indépendance du Québec n'aura qu'une valeur indicative

De notre correspondant

Montréal. — Le référendum qui décidera de l'avenir politique du Québec sera seulement consultatif. Telle est la principale caractéristique du projet de loi présenté dans une petite brochure, que le gouvernement du parti québécois a publiée le mercredi 24 août.

La pratique du référendum, fréquente au niveau municipal, est en revanche très rare au niveau provincial. Aussi, la loi québécoise sur l'indépendance constitue-t-elle une innovation juridique, mais la Constitution

canadienne et la jurisprudence assignent au référendum un rôle uniquement consultatif. Ainsi, le gouvernement de M. René Lévesque ne serait pas contraint de changer sa politique si les Québécois rejettent la formule d'indépendance qui leur sera proposée, ce qui sera immédiatement souligné la presse anglophone.

Cette caractéristique, et quelques autres, alimentent fortement au cours des prochaines semaines une vive polémique autour d'un projet qui se veut pour les trois respectueux des droits des citoyens. Présenté par M. Robert Bouras, ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire, le texte du projet explique que le modèle français a été rejeté parce qu'il fait la part trop belle à l'exécutif. En revanche, la pratique britannique, illustrée par le référendum tenu dans ce pays en 1975 sur l'adhésion au Marché commun, a paru meilleure. L'initiative de la consultation viendrait, comme pour la loi, de l'exécutif. Sur proposition du gouvernement, l'Assemblée nationale tiendrait le référendum et définirait le débat qui ne durera pas plus de vingt-cinq heures, la ou les questions qui seront posées à la population. Celle-ci pourrait avoir à choisir entre trois solutions : le statu quo, l'indépendance complète ou une formule de souveraineté associée. La campagne électorale ne durera pas plus de six semaines.

Comme dans le cas du référendum britannique, les partisans de l'union et ceux de l'indépendance devront se rassembler dans une organisation unique. Celle-ci désignera un comité qui supervisera la campagne électorale. Les dépenses de propagande ne pourront excéder 25 cents par électeur inscrit sur les listes québécoises, ce qui donne environ 3 millions de dollars. Ces dépenses seront contrôlées, et les personnes privées, les partis politiques ou les groupes de pression n'auront pas le droit de faire campagne (louer des salles de débats ou acheter du temps d'antenne à la télévision).

par exemple) en dehors de ces organisations.

On se trouvera ainsi dans une situation tout à fait particulière, où M. Trudeau, premier ministre du Canada, ne pourra venir de son propre chef organiser un meeting politique en faveur de l'unité canadienne au Québec. Il lui faudra obtenir l'autorisation de l'organisation qui défendra son point de vue. Il est probable qu'il sera nommé à la tête de celle-ci dès le début de la campagne électorale et qu'il ne se privera pas, par ailleurs, de multiplier les déclarations sous les projecteurs des médias. Le Canada offrira toutefois l'exemple rare d'un État menacé de partition et qui respecte jusqu'au bout la liberté de ceux qui la réclament. Sans que les réalités puissent se comparer, on saisira mieux l'originalité de ce qui se passe au Canada si l'on repense à la récente déclaration de M. Alain Peyrefitte à propos de la Corse : « Le séparatisme rebute de la Cour de sûreté de l'Etat ».

Dans les milieux anglophones, on s'indigne du peu de temps dont disposeront les tenants du fédéralisme pour s'organiser. Les partisans de l'indépendance, fait remarquer l'éditorialiste du Globe and Mail, de Toronto, peuvent faire campagne en permanence, avec à leur tête un chef qui n'est autre que le premier ministre de la province, et en s'appuyant sur le parti le mieux structuré du Canada. Les autres devront attendre que le Parlement du Québec ait choisi la forme définitive des questions qui seront posées pour se répartir, par affinités, partis politiques, groupes ethniques ou de pressions confondues. De telles alliances ne seront pas aisées à conclure, et à rendre opérationnelles en moins de six semaines. D'autant que le gouvernement du parti québécois, assise de la majorité au Parlement, choisira ses questions de façon à diviser le plus possible ses adversaires. Il s'agit d'un véritable défi que le parti québécois, ayant le choix des armes, ne se donne pas quelques avantages. Mais tout est loin d'être joué ; selon les derniers sondages, seulement 32 % des Québécois étaient favorables à la souveraineté-association proposée par le parti de M. Lévesque.

ALAIN-MARIE CARRON.

LA CHUTE DES CHEVEUX C'EST UN « FAIT »

DEPUIS LA PLUS HAUTE ANTI-QUITÉ, une belle chevelure donne le symbole même de la vie, de la jeunesse, de la santé, de la vitalité. Que de vertus s'y sont-elles pas attachées pour l'humanité ?

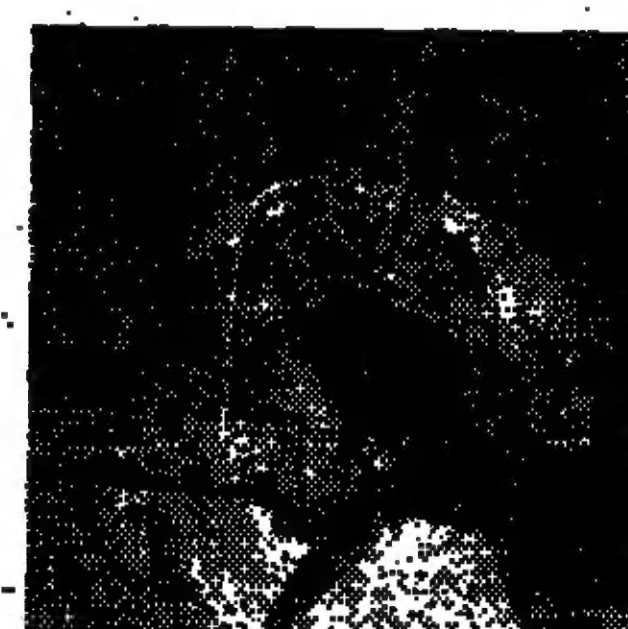
C'est encore dans « l'Hémisphère d'une chevelure » que Roudiez poursuit sagement ses rêves et ses fantasmes. Mais de beaux cheveux ne sont pas forcément un cadeau des dieux. Les désordres du cuir chevelu et les lésions qui s'ensuivent c'est un fait, et c'est l'affaire de spécialistes.

Il est vrai qu'actuellement des traitements bien adaptés peuvent retarder ou même enrayer la chute des cheveux.

Pellucides, décolorés, des cheveux très gras ou très secs, etc. Ces traitements sont appliqués en institut par des spécialistes qui, depuis vingt ans, ont fait du traitement capillaire leur métier.

Ces spécialistes se trouvent dans les instituts capillaires EUROCAP de votre région :

4, rue de Castiglione, 75001 PARIS. Tél. : 260-38-84



UNE VÉRITÉ SCIENTIFIQUE

Pour EUROCAP chaque cas est particulier et suppose une intervention personnalisée. En fait, c'est avec beaucoup d'obstination que l'on peut obtenir des résultats tangibles.

Autant il est courant de prétendre aujourd'hui que des miracles peuvent être réalisés dans le domaine des traitements capillaires autant il serait vain de nier les succès réels que l'on peut obtenir à la suite d'un traitement sérieux et approprié.

سكزامن الأصل

DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

L'éventail des salaires

(Suite de la première page.)

Sur la première série d'actions, les communistes ont progressivement serré les écrous, au détriment de certains cadres.

Au départ, il s'agissait de « garantir à tous les salariés, c'est-à-dire ceux qui entrent dans le cadre des conventions collectives et des statuts, le maintien du pouvoir d'achat » (1). Mais cette attitude s'est modifiée puisque, ces derniers jours, les dirigeants du P.C. ont affirmé que le « strict maintien du pouvoir d'achat » serait assuré jusqu'aux salaires de 12 000 F (soit cinq fois le SMIC à 2 400 F proposé pour 1978).

Tous les salariés couverts par une convention collective ou un statut sont donc plus garantis de voir maintenir leur pouvoir d'achat, puisque, dans certaines branches où entrées, les grilles contractuelles montent jusqu'à 18 000 F par mois. M. Marchais vient pourtant de déclarer à Paris-Match qu'il n'y aurait pas de diminution de salaire pour les cadres supérieurs. Contradiction ?

« Non pas, nous a répondu M. Claude Quin, notre réflexion se poursuit. Si nous voulons vraiment changer la société et si, dans le domaine des salaires, nous voulons vraiment aboutir à de moins grandes inégalités, expliquons-nous, nous avons constaté qu'il fallait descendre la barre. « Et qu'on ne dise pas que les cadres sont lésés », ajoute M. Quin. En fait, ni les cadres moyens ni les techniques ne sont visés, puisque, en quasi-totalité, ils gagnent moins de 12 000 F par mois. Seulement 30 % de cadres supérieurs, qui gagnent davantage, devront faire un effort de solidarité, qui sera compensé par des garanties d'emploi plus grandes.

Pour la deuxième série d'actions, là encore, le P.C. a modifié son attitude ces dernières semaines. La proposition générale consistait à affirmer : il faut écarter des orientations sans crainte de fixer des objectifs précis et chiffrés, mais

laisser aux paritaires sociaux le soin de définir les méthodes pour les atteindre.

« Nous proposons, déclare M. Quin, d'atteindre au bout d'un certain nombre d'années — au mieux à la fin de la prochaine législature, — l'objectif d'un éventail de 1 à 5. »

Faut-il aussitôt traduire que pour un salaire minimum de 2 400 francs, aucune rémunération ne devrait dépasser 12 000 francs par mois ? Ce dernier chiffre ne correspond-il pas à celui lancé un jour par M. Séguin, secrétaire général de la C.G.T. ? En fait, il n'en était rien, du moins fin juillet. La position du P.C. ne repose pas alors sur le schéma simpliste d'un rapport du SMIC à un salaire brut maximum.

Variations autour de 1 à 5

Une première nuance apportée par le P.C. est toujours valable : il ne s'agit pas d'un objectif précis de « 1 à 5 » mais « autour de 1 à 5 ». Une deuxième nuance plus fondamentale, en revanche, est abandonnée depuis lors : « Sous le terme de salaire réel nous entendons parler, précisait M. Quin, de salaire disponible après impôt. » Dès lors tout ou plutôt presque tout changeait. Il ne s'agissait plus d'aboutir à un éventail, au sein des conventions collectives, de 1 à 5 — par exemple 2 400 francs à 12 000 francs par mois, mais à un écart de 1 à 5 après paiement de l'impôt. En conséquence, l'écart entre salaires bruts pouvait être de 1 à 6 voire de 1 à 7, dans les grilles de rémunérations, et M. Quin remarquait d'ailleurs, non sans raison, que cette suggestion était de « 1 à 5 » n'était pas éloignée de celle de la C.F.D.T. : 1 à 6 en salaire brut. Quant à la position des cadres C.G.T., que nous avons interrogés, elle montrait combien l'objectif « 1 à 5 » peut être interprété avec souplesse.

Dans un document, l'U.G.I.C.T.-C.G.T. rappelle qu'actuellement le salaire maximum dans certaines conventions est de 18 000 francs par mois et prend ce chiffre comme base de calcul du nouvel éventail. « Si l'on veut limiter à 6 voire à 5 l'écart des salaires, il faut expliquer-elle, partir du sommet des conventions c'est-à-dire, en clair, non pas multiplier le SMIC par 5 ou 6 mais diviser le salaire maximum — par exemple 18 000 francs — par 6 ou 5, ce qui donne un SMIC de 3 000 francs. Le fameux objectif du « autour de 1 à 5 » ressemble ainsi à l'auberge espagnole.

Mais le P.C. a, pour le moment — car « la réflexion, dit-on, se poursuit » — abandonné l'idée d'un objectif « 1 à 5 après impôt ». Les conseillers en fiscalité ont tout d'abord critiqué cette formule : que veut dire « 1 à 5 après impôt » ? Comment traduire cet objectif, en salaire brut, dans les conventions collectives, puisqu'il s'agit d'une rémunération de 12 000 F par mois après impôt ? Les cadres supérieurs ne sont pas tous les mêmes, mais très différents, selon que le cadre supérieur est célibataire, marié, père d'un ou de plusieurs enfants. En outre les dirigeants du parti ont estimé qu'un éventail plus large que celui-ci, de 1 à 5, n'aurait pas provoqué de modifications sensibles puisque déjà, à l'heure actuelle, peu de salariés gagnent plus de 12 000 F par mois. D'où le choix qui vient d'être pris d'un objectif plus ambitieux de « 1 à 6 en salaire brut avant impôt ». Choix politiquement et psychologiquement plus clair mais aussi plus explosif, qui va au-delà même des positions de la C.F.D.T. : encore que, pour cette centrale, la définition donnée à ses objectifs peut amener, à démontrer que son « 1 à 6 » est plus radical que le « 1 à 5 » du P.C. (2).

Faut-il prendre à la lettre les propositions changeantes du P.C. ? Ce serait négliger une autre nuance de taille que les communistes ont insérée dans leur programme. Le P.C. ne veut pas « imposer » son objectif. Il entend seulement fixer des orientations aux syndicats, qui auront le dernier mot dans les négociations avec les employeurs. Et la position prise par exemple par les cadres C.G.T. (U.G.I.C.T.) permet de bien comprendre ce que cette nuance pourrait signifier : l'U.G.I.C.T. refuse l'idée « d'un écart théorique et national valable pour toutes les branches professionnelles, qui risquerait de devenir un carcan, que patronat et gouvernement utiliseraient à leur profit ».

Reste enfin et surtout le P.S., qui maintient sa position en repoussant tout projet chiffré, que ce soit celui du P.C. ou un autre. Pas question d'afficher un écart hiérarchique qu'il soit de 1 à 5, de 1 à 6, voire davantage. Plusieurs raisons sont avancées. L'expérience montre, soulignent certains spécialistes du P.S., que toutes les mesures qui ont été prises en faveur des bas salaires n'ont pas abouti, sur une longue période, à un véritable réajustement de l'éventail, comme le montre l'évolution des rémunérations de 1954 à 1973. Tout se passe comme si les cadres et salariés à revenus élevés rattrapent en deux ou trois

ans l'avantage consenti par à-coups aux salariés (3). « La population est mécontente », tout est à régler », indiquent les conseillers du P.S. Autre motif du refus de tout objectif chiffré : le risque de s'engager dans une politique trop dirigiste. « Pour fixer un objectif aussi précis, il faut en prendre les moyens. Cela suppose, si l'on veut être efficace, une intervention autoritaire de l'Etat, ce que les syndicats rejettent. »

Les dirigeants du P.S. rappellent cependant avec insistance que, bien avant le P.C., ils ont préconisé un réajustement de la hiérarchie. « Nous demeurons favorables à cette politique », déclare-t-on au P.S. Pour y arriver, nous préconisons le relèvement sensible du SMIC, mais aussi la publication obligatoire des salaires, ainsi que le droit pour les syndicats de négocier non seulement sur les salaires réels, mais aussi sur tous les accessoires aux salaires (primes, etc.). En outre, le gouvernement de gauche devra donner l'exemple dans le secteur nationalisé.

Faço au volontarisme affiché du P.C., la très grande prudence du P.S. constitue-t-elle un obstacle définitif à tout compromis ? Sauf nouveau cloisonnement, non exclu des communistes, un arrangement durable ne peut être trouvé. Encore faudrait-il que les partis acceptent de se débarrasser du fond. Curieusement, ce ne semble pas avoir été le cas, puisque des membres du P.S. ont avoué n'avoir pas vraiment engagé, avec le P.C., un débat approfondi.

Au moment où les syndicats — tous — mais aussi les citoyens souhaitent connaître la vérité sur les salaires et les politiques envisagées, le refus du P.S. de fixer des orientations précises en matière d'éventail hiérarchique comporte peut-être quelques arrière-pensées électorales.

A l'inverse, le P.C., qui réclame la clarté, n'y contribue pas tout à fait en fixant un objectif au contenu pour le moins variable et en multipliant les déclarations contradictoires. Toute politique de lutte contre les inégalités risque d'être vouée à l'échec si, au nom, tantôt de la clarté, tantôt du réalisme, on se contente finalement d'un clair-obscur.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Quant à l'accroissement du pouvoir d'achat — 4 % en 1978, 3 % en 1979 — le P.C. ne s'oppose pas à ce qu'il soit au niveau du SMIC à quatre fois le salaire minimum. Le P.C. suggère d'appuyer les minima des salaires réels, réajustant les critères de hiérarchisation, en prenant en compte les notions de responsabilité, d'expérience, de formation, d'expérience mais aussi de pénibilité.

(2) Pour la C.F.D.T., l'objectif est la « réduction d'environ 25 % de chaque entreprise, à un écart hiérarchique de 1 à 5 entre le salaire minimum et le salaire maximum distribué, y compris celui des cadres dirigeants », alors que pour le P.C., il s'agit d'un écart de 1 à 6.

(3) Selon une étude officielle, mais non encore publiée, sur la hiérarchie des salaires en France de 1954 à 1973, le P.C. a constaté que le réajustement significatif des disparités salariales entre cadres supérieurs et ouvriers en dépit des événements de 1958 et de l'effort en faveur des salariés, l'écart « moyen » — soulignons — est-à-dire la moyenne des écarts — a été de 1 à 5,68 en 1976, les spécialistes estiment qu'il s'agit d'un écart hiérarchique qui sera remis en cause et non pas d'une tendance durable, l'éventail hiérarchique s'élargissant à mesure que le rythme de la hausse des prix est inférieur à 14 %.

M. CEYRAC : le P.C. veut faire passer les socialistes pour des gens rassurants.

« J'ai le sentiment qu'en attaquant M. Mitterrand et le parti socialiste, le P.C. veut les faire passer pour des gens rassurants qui, le moment venu, pourraient être un rempart contre des aventures. En même temps, le P.C. fait coup double en faisant plaisir à ses militants qui ne sont pas mécontents de voir leur parti s'affirmer comme pur et dur. »

C'est peut-être là une combinaison astucieuse. Je ne suis pas du tout sûr que l'union de la gauche soit vraiment cimentée par cette polémique tellement puissante les intérêts communs qui rassemblent ces partis face à l'échec de 1978 », a déclaré, jeudi 25 août, à 13 heures, M. François Ceyrac au micro de France-Inter. Le président du C.N.P.F., qui estime qu'il lui mériterait le crédit de M. Barre la bonne tenue du franc et l'évolution favorable de la balance commerciale, reste cependant préoccupé par l'évolution à court terme de la conjoncture économique, marquée par les difficultés que rencontrent certains secteurs, les attaques sauvages du marché mondial et une stagnation de la consommation.

Nationaliser ou pas

(Suite de la première page.)

Cela fait en tout une centaine d'entreprises. En outre, dans un groupe nationalisable, le parti socialiste exclut l'addition sur une même entreprise des participations publiques résultant de la nationalisation d'autres groupes ou du secteur bancaire et financier.

Cette interprétation n'est pas du tout conforme au Programme commun qui distingue nettement holding et groupe. Ce principe aboutit, quoique prétende Michel Rocard, à ne pas nationaliser les Avions Marcel Dassault-Roussel-Uclaf et la C.I.L.-Honeywell-Bull puisque ces sociétés ne sont pas des têtes de groupes et qu'elles dépendent des sociétés mères pour des participations à peine supérieures à 50 %.

« Car de deux choses l'une, ou bien le principe exposé par le parti socialiste est bien celui qu'il utilise, et alors les conclusions que nous en tirons pour les trois sociétés précitées sont irréfutables, ou bien pour ces sociétés il utilise une autre méthode, alors c'est qu'il n'y a pas de principe. »

Ne seraient pas nationalisées, pour la même raison, des sociétés aussi importantes que Thomson-C.S.F., Alsthom-Atlantique, Tréfontaine, Comhurex, C.I.T.-Alcatel, Schenker, Naphthalène, la Cellulose du Pin, les secteurs pharmaceutique de Rhône-Poulenc et de Pechny-Ugine-Kuhlmann, etc. Des centaines de sociétés seraient laissées pour compte.

Volé pour quelles raisons précises nous estimons que les positions du parti socialiste sont en fait très faibles, nous ne pouvons que constater au regard des solutions nécessaires pour sortir le pays de la crise, mais qu'en plus elles sont bel et bien un recul par rapport à 1972.

Recul aggravé par les récentes déclarations de Michel Rocard. Estimant que « la technique de la prise de participation est tout aussi valable que celle de l'expropriation intégrale », il interroge : « Que veut dire le parti socialiste ? prendre le pouvoir dans ces groupes ou assurer la propriété sans partage des bâtiments, les usines, les machines, etc. ? »

« Ce n'est pas le parti socialiste, c'est bien le parti socialiste qui veut le pouvoir que l'on veut, alors il suffit de le prendre là où il est, c'est-à-dire dans les entreprises. »

Si l'on se souvient, en outre, que la méthode de publication développée par le parti socialiste il y a quelques mois en matière de nationalisation, il est à constater que le parti socialiste ne veut pas remplacer les nationalisations franches par une politique de participations financières généralisées. Les conséquences en seraient très graves. Dans le contexte de lutes intenses qui sera celui de la mise en œuvre du

programme commun, une simple politique de participations financières serait insuffisante pour assurer la maîtrise de l'outil de production et la démocratie industrielle, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la propriété monopolistique n'est pas attribuable de façon déterminante et l'un se contente de simples participations au lieu de nationaliser franchement. Le grand capital peut même trouver l'occasion d'un nouveau soutien public, comme cela s'est passé récemment lorsque l'Etat a pris une participation dans Dassault. A la place d'un secteur public clairement identifié, instrument important des changements démocratiques dans notre pays, on aurait alors un enchevêtrement inextricable de liaisons financières mêlant sans principe le capital public et le capital privé, pour le grand bénéfice de ce dernier.

Ensuite, notre but n'est pas de « boursoctoter » avec un gros portefeuille d'actions d'Etat, mais de promouvoir un nouveau type de croissance, de développer les productions-clés de notre économie, sur la base d'un secteur public élargi, solide, modernisé.

Sans nationalisation française, c'est inévitablement le profit qui finirait par s'imposer comme objectif majeur dans la conduite des affaires. Ce que soulignent d'ailleurs Roger Priouret dans sa lettre à Georges Marchais : « Les entreprises que nous nationaliseriez sont construites pour une bonne gestion capitaliste, comme Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, ou sont des conglomérats de fœdérations, comme Rhône-Poulenc. » On ne peut donc se contenter de mettre la main sur leur capital financier. Enfin, et ce n'est pas le moins important, la gestion démocratique serait beaucoup plus difficile à mettre en œuvre dans une société où subsisteraient des capitaux privés, qui pourraient (notamment s'ils disposaient d'une minorité de blocage) obtenir leur représentation au conseil d'administration, s'opposer aux restructurations nécessaires, refuser les augmentations de capital et les recours à certaines financements, interférer dans les décisions des dirigeants de l'entreprise, etc.

Pouvoir ou propriété ? L'alternative est fautive car il n'y a pas de pouvoir sans pleine propriété du capital réel, c'est-à-dire des usines, des machines ; et pour les communistes il n'y a pas de pouvoir démocratique sans intervention des travailleurs à partir de cette propriété. Or, pour la nation du patrimoine des grandes fœdérations privées. Le pouvoir, il n'est pas à prendre au sommet comme le propose Rocard, il est à conquérir à la base, par la nationalisation, la gestion démocratique et l'autogestion nationale.

On comprend mieux pourquoi le parti socialiste adopte une position qui vide en fait le seul minimum de nationalisation de substance lorsque Michel Rocard explique ce qu'il entend par

gaspillage. Et tout d'abord : « De très loin le plus lourd gaspillage vient des subventions versées directement ou par le canal européen aux grosses exploitations agricoles. » Suivent, dans l'ordre : les Hautes, la Villette, Concorde et les fautes d'investissements des entreprises, entreprises publiques ou privées.

Cette énumération ordonnée a un sens : elle aboutit de fait les fauteurs de crise ; le pouvoir giscardien et le grand capital, ces maîtres de la France responsables du million et demi de chômeurs à la rentrée, de l'inflation à deux chiffres, du déficit extérieur, du démantèlement industriel. Elle remplit d'aise les maîtres de forges, qui cassent la Lorraine, et Rhône-Poulenc, qui ferme Péage-de-Roussillon.

Cet inventaire sélectionné a une signification. Il veut dire que, pour Michel Rocard, il faut renoncer à s'attaquer à la toute-puissance des multinationales à base française ou étrangère, ce qui explique son refus de nationaliser résolument les quelques groupes que nous proposons.

Par voie de conséquence devient plus compréhensible le refus du parti socialiste de donner son accord aux propositions sociales que nous estimons justifiées et nécessaires (tout comme nous jugeons indispensables les nationalisations à réaliser simultanément, à savoir notamment : le SMIC à 3 200 francs en pouvoir d'achat d'avril 1977, l'augmentation dégressive des salaires, qu'à quatre fois le SMIC, avec stricte garantie du pouvoir d'achat seulement assurée jusqu'à 12 000 F, un effort, pour aller vers un éventail hiérarchique des salaires de l'ordre de 1 à 5, le relèvement de moitié des allocations familiales dans les six premiers mois, l'abaissement de l'âge de la retraite avec pension complète, la gratuité des fournitures et transports scolaires, et bien d'autres encore).

C'est dans le refus du parti socialiste de s'attaquer aux chocs du mal par la nationalisation franche qu'il faut rechercher les raisons de son inclination à reprendre à son compte le thème orchestré de l'austérité contrôlée, « pas tout, tout de suite » ou de sa variante « tout, mais pas tout de suite ».

On peut tout craindre également du discours du porte-parole du parti socialiste en ce qui concerne l'indépendance nationale. Lorsqu'il se déclare prêt à engager avec les groupes Roussel-Uclaf et la Compagnie des Machines Bull des discussions réservées « pour la fin des négociations sur les orientations de la politique industrielle nationale », il se déclare prêt à accepter la décision sur le sort du capital investi en France par Hoechst d'une part, et Honeywell-Bull de l'autre. C'est baisser les bras avant l'épreuve et cela ne peut que constituer un encouragement pour ces firmes qui ont déjà profité de leur installation sur le territoire national pour consolider leurs positions dans des activités-clés de notre économie.

Tout cela est extrêmement préoccupant. Ce que veulent les Français, c'est le changement, un vrai changement dans leur vie, plus de bien-être, plus de réelle liberté, plus d'indépendance pour leur pays. Cela suppose des moyens importants, c'est vrai, et notamment des sacrifices, en quantités suffisantes et d'un contenu démocratique avancé. On ne peut vouloir l'un sans l'autre, c'est l'idée simple qui oriente la démarche constante et responsable de parti communiste. Dans la perspective de la prochaine réunion des dirigeants des trois partis de gauche, tous nos efforts tendent à montrer le bien-fondé.

Il y va de l'avenir de notre pays et du bonheur de notre peuple.

JEAN COLPIN.

Une lettre ouverte des autonomistes corses au président de la République

« Votre volonté n'a pas été respectée et les réformes ont échoué »

Le mouvement de l'Union pour le peuple corse vient d'adresser une lettre ouverte au président de la République.

« Vous êtes, lit-on notamment, de tous les présidents de la République, celui qui a fait le plus de déclarations officielles et solennelles concernant la Corse. (...) Votre action n'a pas été respectée et les réformes ont échoué. Vous n'en êtes pourtant pas conscient le jour récent où vous avez publiquement assuré que la situation insulaire avait été modifiée en profondeur. »

« Nous préférons en toute franchise vous assurer que notre peuple ne veut pas mourir et que, derrière analyse, si on l'y contraignait, il se battrait comme il l'a fait bien souvent au cours des siècles pour préserver sa personnalité. »

« (...) Pour l'U.P.C., la Corse n'est pas un territoire à exploiter, mais un territoire à vivre. Ce n'est pas une seule solution : « Le statut d'autonomie interne dans le cadre des institutions de la République ». Ce statut reconnaîtrait la compétence exclusive de l'Etat dans les domaines de la souveraineté nationale et celle de la Corse autonome dans les domaines de son propre développement économique, culturel et social. (...) L'U.P.C. n'envisage à aucun moment de désarmer le combat et à la violence préfère d'autres moyens : un recensement quantitatif du peuple corse « destiné à montrer à la fois les existences vivantes et son identité ». « Ces moyens n'ont évidemment rien d'illégal, rien de répréhensible dès lors surtout que nos objectifs insulaires se situent sans ambiguïté dans le cadre des institutions françaises. »

Enfin, avant sa venue en Corse, il est indiqué au président de la République que deux routes seulement s'offrent à lui : « La route démocratique. Elle passe par le

respect des milliers de militants autonomistes, par l'abandon de la répression déguisée, elle conduit au dialogue. (...) La route antidémocratique. On l'appelle route de la terreur. Elle est celle de l'antagonisme, de l'affrontement, de la guerre civile. (...) Des milliers et des milliers de Corses ne se laisseront pas persécuter pour leurs convictions. Ils seront d'autant plus rite rejoints par ceux qui, aujourd'hui, ne sont pas encore à leurs côtés, car rien ne fait l'unité si difficile des Corses comme le sentiment de l'arbitraire et de l'injustice. »

En conclusion de cette lettre, cette simple phrase : « Le choix, nous le voyez, est simple, mais il est urgent. »

« Le mouvement clandestin corse « Francia » (Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie) né en avril dernier et qui a depuis revendiqué plusieurs attentats visant les autonomistes, a demandé le jeudi 25 août au Front de libération national corse de cesser les combats, dans l'intérêt de tous ; d'arrêter les plastications anti-autonomistes et autres. Il demande en outre une amnistie totale pour M. Max Simeoni dans les plus brefs délais. Il souhaite enfin que la journée du 9 septembre, jour anniversaire de la libération de l'île « soit une journée d'action pour tous les Corses, même autonomistes. »

« La Fédération des républicains de progrès (gauche d'opposition) a précisé, jeudi 25 août, après une mission d'études en Corse, qu'elle ne saurait accepter la dégradation économique et morale de l'île. Elle a proposé aux organisations politiques représentatives de la population corse « d'arrêter les discussions et de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour assurer la nécessaire rénovation de l'île ».

CORRESPONDANCE

M. Debré et le pacifisme

M. Michel Languiignon, secrétaire national de l'Union pour la paix nous écrit (*) à la suite de l'article de M. Debré paru dans le Monde du 12 août :

Les discussions au sein de l'Union de la gauche sur la défense nationale et la politique extérieure de la France attirent l'attention sur un problème fondamental que les gouvernements, depuis vingt ans, avaient placé dans le domaine réservé. C'est ce qui a, sans doute, incité M. Debré à donner, à son tour, son opinion. L'ancien premier ministre a une certaine conception de la défense nationale que l'on peut partager ou non. Mais, comme il l'écrit justement : « La politique militaire d'un pays est toujours une affaire sérieuse », et par conséquent il a parfaitement raison d'exposer son point de vue « dans le débat actuel sur la force nucléaire de dissuasion (et) est du plus haut intérêt ». Mais une politique militaire pour quoi faire ? Pour défendre l'indépendance nationale (les Français en sont conscients) mais non pour essayer d'en arrêter le cours. C'est hélas, la politique que Michel Debré et ses successeurs ont menée depuis deux décennies. Et chaque fois que ceux qui pensent qu'une politique extérieure de paix et de recherche d'accords limitant les armements est aussi un élément important de la sécurité de la France sont allés les trapper, ils ont toujours reçu cette même réponse qui n'en est pas une : « que les autres commentent ».

C'est pourquoi, sans doute, dans ce même article cité plus haut, il s'en prend avec véhémence à la « tragédie du pacifisme » qui, d'après lui, a conduit les Français à devenir un jour des mercenaires au service d'intérêts étrangers. Le pacifisme — d'après le Petit Larousse — est « la doctrine des personnes qui estiment que la guerre ne résout jamais mieux les différends entre nations que les négociations ».

Si ce sont ces « personnes » que vise M. Debré — des parleurs convaincus de la négociation internationale, mais qui estiment qu'une défense nationale efficace est nécessaire tant que cette négociation n'aura pas abouti au désarmement — alors, qui mille fois oui, nous sommes des pacifistes.

Il est temps, il est grand temps, que la France s'engage dans une politique extérieure de paix et de désarmement. La gauche a inscrit cette nécessaire négociation dans son programme. Mais quel que soit le gouvernement qui sera en place en juin prochain, il importe que la France apporte enfin une contribution constructive lors de la session spéciale des Nations unies consacrée au désarmement.

(*) 38, rue de Clichy, 75009 Paris.

FRUITS ET LEGUMES

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE
Rég. potimorne, 35 mm vrac
0,45 à 0,65 F le kg

TOMATES RONDES
Ouest ou Midi, cist 57-61
2,80 à 3,80 le kg

PÊCHES JAUNES
Rhône ou Midi, Cat 1, cist 8
4,20 à 5,20 F le kg

LAITUES
0,70 à 0,90 F pièce
Prix variables en fonction des régions

Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

POLITIQUE

Le « tour de France de l'emploi » du premier ministre

Après les quatre étapes qui l'ont conduit à Quimper, à Montpellier, à Colmar et à Charleville-Mézières, M. Raymond Barre a continué, ce vendredi 26 août, son « tour de France de l'emploi ». Après deux réunions dans la matinée consacrées à l'emploi, le premier ministre devait se rendre dans l'après-midi à Auch, préfecture du Gers, pour examiner un deuxième dossier : celui des dommages subis par ce département lors des inondations du 8 juillet. M. Barre devait recevoir, entre autres, les parlementaires du Gers

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES : le gouvernement a retrouvé une certaine marge de manœuvre déclare M. Barre

De notre envoyé spécial

Charleville-Mézières. — A l'occasion du premier anniversaire de sa nomination à la tête du gouvernement, M. Raymond Barre a dressé, ce jeudi 25 août, à Charleville-Mézières, où il poursuit son « tour de France de l'emploi », un bilan de son action. Devant les représentants locaux de l'administration, des organismes professionnels et interprofessionnels et des industriels, le premier ministre a indiqué que les quatre principaux objectifs du gouvernement avaient été atteints :

- Le franc a été stabilisé, ce qui a permis d'arrêter l'hémorragie des réserves et de reconstruire celles-ci. « Le franc », a dit M. Barre, « a traversé toutes les épreuves monétaires ».
- Le commerce extérieur s'est redressé. Grâce, en particulier, au réajustement du franc.
- L'évolution des revenus et des salaires, qui est « la clé de notre redressement », a été modérée. « Cet effort doit être poursuivi », a souligné le premier ministre, avant d'ajouter qu'il restait attaché à la politique contractuelle, et que le maintien du pouvoir d'achat avait été respecté.
- La récession a été évitée. « La croissance de notre production industrielle est comparable à celle de l'Allemagne fédérale », a dit le premier ministre. Le gouvernement a systématiquement soutenu les investissements en injectant en un an 11 milliards de francs.

Se déclinant de « faire du triomphalisme », M. Raymond Barre a souligné que ces résultats avaient été acquis « grâce aux efforts de tous les Français (...), au milieu de l'assaut de nombreux démontages » et malgré une conjonction internationale en injectant en un an 11 milliards de francs.

Dès à présent le gouvernement a « retrouvé une certaine marge de manœuvre en matière économique », a affirmé le premier ministre.

Toutefois, a poursuivi M. Barre, deux grands problèmes restent en suspens : les prix et l'emploi. S'il n'y avait pas eu de blocage des prix au dernier trimestre de 1976, a-t-il déclaré, l'inflation aurait été de 13 à 14 % et de 16 à 17 % cette année. La France serait engagée dans « un processus à l'italienne ».

Après l'envie, a-t-il indiqué, l'ai refusé ce blocage et j'ai délibérément accepté des indices de prix élevés au premier semestre. Ceci pour deux raisons essentielles : permettre aux entreprises de respirer et ajuster les tarifs publics. Nous allons maintenant bénéficier de cette situation et enregistrer une décelération des prix au second semestre. La politique de redressement des entreprises n'est pas menée en faveur du patronat, mais en faveur des salariés.

En ce qui concerne l'emploi, M. Barre a assuré que le gouvernement ne pratiquait pas une politique de démontage à court terme, mais qu'il s'agit « d'embaucher, chaque fois que cela est possible, à moyen et long terme, et non pas seulement pour huit mois ».

En conclusion, M. Barre a indiqué que le principal objectif du gouvernement était désormais de sauvegarder l'activité économique, mais qu'il n'était pas question de compromettre les résultats obtenus par une relance globale.

Alors que le chef du gouvernement dressait ce bilan, un meeting, organisé par la fédération des Ardennes du P.G. avec la participation des unions locales C.G.T. et C.F.D.T., a rassemblé quelque trois cents personnes devant les grilles de la préfecture. Des banderoles proclamant notamment « Barre cesse nos usines, cela suffit, les Ardennes veulent vivre », ont été brandies par les manifestants.

M. Alain Léger, maire adjoint (P.C.) de Charleville-Mézières, a dénoncé la venue du premier ministre comme « une opération pourvue aux yeux », soulignant que la visite « non officielle » du chef du gouvernement « était parfaitement orchestrée », les propos de M. Barre à Colmar constituant « une insulte aux chômeurs », a-t-il poursuivi, avant d'ajouter : « Depuis la mise en place du plan Barre en septembre 1976, 14 usines ont fermé leurs portes dans le département des Ardennes, 45 ont été touchées par le chômage ».

(1) Dans l'après-midi de vendredi M. Raymond Barre doit également se rendre à Auch pour vérifier la mise en application des mesures d'indemnisation prises à la suite des inondations, en faveur des sinistrés du Gers, du Lot-et-Garonne et de la Haute-Garonne.

et du Lot-et-Garonne, des dirigeants agricoles ainsi que des représentants des trois associations de sinistrés d'Auch : Castéra-Verduzan et de Montestruc. Les organisations C.G.T., C.F.D.T., S.N.I. FEN et MODEF ont appelé conjointement à un rassemblement devant la Bourse du travail d'Auch, à 16 heures, demandant notamment une indemnisation rapide et totale des sinistrés.

TOULOUSE : les organisations de gauche soulignent la gravité du chômage dans le Sud-Ouest

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Avant même que M. Barre n'ait atterri sur l'aérodrome militaire de Toulouse-Francazal, jeudi 25 août, à 20 h. 15, les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. et FEN avaient dressé un bilan particulièrement sévère de la situation économique dans la région Midi-Pyrénées au cours d'un défilé dans les rues de Toulouse, réunissant quatre mille manifestants selon les organisateurs, et six cents selon les services de la préfecture. « Nous sommes la deuxième région de France au palmarès du chômage après le Languedoc-Roussillon », ont clamé, durant une heure, les haut-parleurs des camionnettes précédant le cortège. Les manifestants ont rebaptisé la place Saint-Étienne, face à la préfecture, « place des 15 000 Jeunes-Chômeurs ». Les cailloux portés à bout de bras ressemblaient aux revendications des syndicats toulousains : « C.G.T. : Concorde à New-York » ; « Lencqons immédiatement l'aviation moyen-courrier » ; « C.G.T. : C.I.J., nationalisation de l'informatique ».

« La réalité toulousaine, pouvait-on entendre au cours d'un meeting avant la dislocation de la manifestation, ce sont : les 1 600 licenciements en deux ans des trois usines de la SNIAS et les 200 qui sont prévus en 1977 ; ce sont les 450 licenciements à la Compagnie Internationale d'Informatique et les 250 qui sont prévus d'ici à la fin de l'année. C'est encore le tiers du personnel des établissements Azote produits chimiques (A.P.C.) congédiés en cinq ans avec la menace de 800 autres licenciements. Après un tel constat le brado de « l'économique », « sabotage du plan-calcu », les trois organisations syndicales ont annoncé qu'elles se refusent à rencontrer le premier ministre ce 26 août comme cela était initialement prévu. « Toute entrevue ne serait qu'une parodie d'entrevue », ont expliqué la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, qualifiant la visite de M. Barre de « tour de France électoral ».

Ainsi, M. Barre n'aura pu dialoguer sur les questions d'emploi, ce 26 août, qu'avec les responsables départementaux des pouvoirs publics. La rencontre avec le comité d'établissement de la SNIAS à majorité Force ouvrière (F.O.) constitue par là même une exception.

L'annonce de ce premier faux bond à l'égard du premier ministre a été doublée, jeudi 25 août, du refus déclaré des parlementaires socialistes de se rendre au déjeuner offert par M. Barre aux députés et sénateurs de la Haute-Garonne. Ce refus ne sera cependant que symbolique, car la rencontre, « reportée », temporairement, aura tout de même lieu samedi 27 août dans la matinée avant que M. Barre ne visite le chantier des bâtiments de la météorologie nationale qui accueillera, à terme, 1 500 ouvriers et employés.

CHOMAGE TECHNIQUE PROLONGÉ CHEZ USINOR-THIONVILLE

Chez Usinor-Thionville, le chômage technique de 1 532 ouvriers sur les 2 858 que compte l'usine a été prolongé jusqu'au 5 septembre. D'ici là, ces travailleurs seront affectés à « des travaux divers dans l'usine » et toucheront, selon les syndicats, 88 % de leur salaire normal. Parmi eux, 334 prendront une retraite anticipée (1) au mois de décembre et 600 pourraient faire l'objet de mutations. Les 448 ouvriers du haut fourneau reprendront le travail le 18 septembre, au principe, jusqu'au 18 décembre. Le chiffre de 1 532 personnes en chômage technique ne comprend pas les 183 travailleurs licenciés dont les licenciements ont été autorisés.

La C.F.D.T. voit dans ces mesures un « démantèlement dans le calme » de l'entreprise. Le but recherché par le patronat, estime-t-elle, est de « prendre de vitesse M. Siderurgie » dont la mission est de « vérifier que l'argent public n'est pas destiné à financer des licenciements ». A Mondeville, près de Caen, la société métallurgique de Normandie a annoncé que les 600 personnes qu'elle emploie chômeront un jour par semaine durant les quatre derniers mois de l'année.

● Clermont-Ferrand : le ministre du travail qualifie de scandaleux la pré-o de observée jeudi 25 août par des employés de l'Agence nationale pour l'emploi, lors de la visite qu'il effectuait dans cette ville. « Il est scandaleux que des agents publics (dis sur trente-sept selon le ministre), à l'instigation d'organisations syndicales politisées, refusent d'appliquer la loi relative au chômage technique », a-t-il déclaré. Cette attitude reflète une curieuse conception de la démocratie.

« Je ne tolérerai pas que les vastes actions entreprises par le gouvernement et décidées par le Parlement pour trouver un emploi aux jeunes soient entravées, au sein même des services qui sont chargés de les mettre en œuvre, par le comportement de quelques irresponsables ».

Pour l'Agence, il s'agit là d'une simplification importante des tâches administratives, puisqu'il est constaté qu'un grand nombre de personnes arrivent à se placer en quinze jours. Pour le gouvernement, cette expérience pourrait aboutir à un démontage non négligeable des statistiques officielles : le nombre de chômeurs technique, selon l'INSEE, 12 % des demandeurs sont comptabilisés à tort dans la mesure où leur placement ne se fait pas à temps. « L'humanité » craint que non seulement les demandeurs placés soient exclus des statistiques, mais que tous les chômeurs (30 %) qui n'ont aucun droit à indemnisation soient plus ou moins incités à ne pas revenir à l'Agence de l'emploi quinze jours après leur pré-inscription.

A l'Agence on dément cette intention : toute personne qui recherche un emploi a le droit de s'inscrire. Reste le problème de l'application du droit.

Bordeaux. — Le conseil municipal de Bordeaux a voté, jeudi 25 août, à l'unanimité, le contrat communautaire qui devra désormais régir la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB). Cet accord qui prévoit une répartition à parts égales des sièges entre la majorité et la gauche, la présidence de l'organisme revenant à un socialiste avec voix prépondérante a été ratifié par vingt-cinq des vingt-sept municipalités qui composent la CUB. 57 sont opposées celles de Bègles (communiste) et celle de Bonlieux (socialiste). Dans bon nombre de communes, les élus socialistes ont tenu à faire clairement savoir qu'ils agissaient par discipline de parti.

M. Jacques Chaban-Delmas a déclaré que l'intérêt général était le véritable vainqueur de cette longue crise ouverte au lendemain des élections municipales : « Je tenais à la sauvegarde des libertés de Bordeaux, mais je savais que l'écoulement de la CUB avait été une régression. Le respect de l'alternance et la confiance en un homme même s'il est d'un autre camp constituent l'originalité de

A PÉRIGUEUX

M. Chirac se prononce pour une relance sélective de l'économie

(De notre envoyé spécial.) Périgueux. — En se rendant, ce vendredi 26 août, à Périgueux, dont le maire est M. Yves Guéna, député de la Dordogne et délégué politique du R.P.R., M. Jacques Chirac effectue le premier des voyages qu'il compte accomplir dans chaque département d'ici aux élections législatives. Il ouvre ainsi, pour le compte du mouvement qu'il préside, la campagne électorale, si tant est que cela ne soit pas déjà fait depuis sa démission des fonctions de premier ministre il y a un an, le 25 août 1976. Dans la soirée, le président du R.P.R. devait prononcer, dans la vaste salle du Toulon, près de Périgueux, un discours politique.

A son arrivée à Périgueux, vendredi matin, l'ancien premier ministre a été reçu par un groupe de représentants des chambres consulaires et les membres des associations socio-professionnelles. Il a décrit devant eux la situation économique, en soulignant que les grandes causes internationales qui sont à l'origine de la crise actuelle n'avaient pas été résolues, et qu'il fallait, selon lui, « rendre fragile l'écoulement croissant de l'économie mondiale ». Tout en reconnaissant « les efforts réalisés par le gouvernement de M. Barre », il a estimé que la situation « demeurait préoccupante », bien que les perspectives pour les prochains mois soient « satisfaisantes ».

M. Chirac a fait sienne la formule de Georges Pompidou, qui disait : « Le gaullisme n'est pas une doctrine, c'est une attitude ». Mais M. Chirac a surtout souligné, pour l'avenir, « un immense effort d'imagination ». Insistant sur le droit au travail pour tous, la « planification démocratique » de l'économie, l'alignement des contraintes qui ont abouti à l'instauration d'une « économie à la fois ultra-dirigiste et sans direction ».

M. Chirac a ensuite inauguré l'avenue Georges-Pompidou. Dans son allocution, il a insisté sur le comportement de l'ancien chef de l'Etat, qui était « le contraire d'un conservateur », et qui savait qu'une société « pour survivre, doit changer, s'adapter, faire face aux défis qui lui sont lancés ou qu'elle se lance à elle-même ». Il a rappelé que c'est Georges Pompidou « qui a été le premier à notre industrie une tâche à la mesure de nos ambitions : doubler en dix ans la production française », et il a ajouté : « Ce pari fut largement gagné, ce qui permet aujourd'hui au pays de faire face mieux que beaucoup d'autres au choc brutal de la crise économique ».

M. Chirac a fait sienne la formule de Georges Pompidou, qui disait : « Le gaullisme n'est pas une doctrine, c'est une attitude ». Mais M. Chirac a surtout souligné, pour l'avenir, « un immense effort d'imagination ».

ANDRÉ PASSERON.

L'élaboration du manifeste de la majorité

M. Lecanuet souhaite que M. Barre ouvre le dialogue

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, M. Lecanuet a déclaré : « Le Quotidien de Paris publiera vendredi 26 août, que l'actuel premier ministre peut, s'il le desire, et comme il en avait d'ailleurs l'intention, ouvrir le dialogue sur le « manifeste » de la majorité. C'est le vœu que j'exprime ». Interrogé sur le rôle que devrait

Jouer M. Valéry Giscard d'Estaing pendant la campagne électorale, M. Lecanuet a déclaré : « Le président de la République, lorsqu'il décidera d'exprimer le choix des Français, peut présenter les orientations du pays pour l'avenir. C'est ce que je souhaite. Tout cela constituerait ce que je nomme une entente globale, une entente qui aurait réalisé l'accord des formations politiques et du premier ministre en harmonie avec la politique définie par le président de la République. La majorité attend les interventions du président de la République et du premier ministre ».

Enfin, M. Lecanuet a affirmé que ses relations avec M. Jacques Chirac « évoluent favorablement ».

M. DILIGENT (C.D.S.) : des réserves sur le passé

Après la réunion des représentants de la majorité du 24 août, consacré à l'examen du projet de manifeste, M. André Diligent, vice-président du Centre des démocrates sociaux, qui participe à ces discussions, précise qu'aucun texte n'a été définitivement adopté et ajoute : « Le C.D.S. approuve pour l'essentiel la politique de la nouvelle majorité à laquelle il appartient. Il ne saurait prendre son compte l'opportunité de la politique menée antérieurement et dont il a combattu certains aspects ».

M. Diligent répond aux informations (Le Monde du 26 août) selon lesquelles tous les parlementaires avaient accepté d'assumer globalement le bilan de la V^e République. Rappelons que le projet de manifeste fera l'objet de nouvelles délibérations la semaine prochaine et qu'il sera ensuite soumis aux instances des partis concernés.

LE « PROJET RÉPUBLICAIN » S'ADRESSERA PARTICULIÈREMENT AUX « COUCHES MONTANTES »

Le bureau politique du parti républicain s'est réuni le 25 août, sous la présidence de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général. Il a entendu six interventions, sur les thèmes suivants : — M. Philippe de Bourgois, président du groupe au Sénat, sur la préparation des élections sénatoriales ; — M. Jean-Pierre Soisson, sur la situation politique aux Antilles ; — M. Dominique Buisson, président du bureau politique, sur la situation politique à la Réunion ; — M. Hervé de Charette, secrétaire national à la défense, sur la politique de défense de la France ; — M. Bertrand de Maigret, sur le « projet républicain » (programme) qui s'adressera particulièrement aux préoccupations des « couches montantes » ; — M. Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur son rapport consacré au tourisme social, que le P.R. a décidé de faire sien. Le prochain réunion du bureau politique, qui sera notamment consacrée à l'examen du manifeste de la majorité, aura lieu à Nancy, le 8 septembre prochain, avec la participation des parlementaires du mouvement, dans le cadre de l'université politique du parti.

Nos temps de paix ont encore des élans de leur jeunesse déclare M. Chirac

(De notre envoyé spécial.) Paris. — M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a déclaré, ce vendredi 26 août, à Périgueux, que nos temps de paix ont encore des élans de leur jeunesse. Il a souligné que la France doit rester vigilante, mais qu'elle doit aussi être capable de faire face aux défis de l'avenir.

M. Chirac a ensuite inauguré l'avenue Georges-Pompidou. Dans son allocution, il a insisté sur le comportement de l'ancien chef de l'Etat, qui était « le contraire d'un conservateur », et qui savait qu'une société « pour survivre, doit changer, s'adapter, faire face aux défis qui lui sont lancés ou qu'elle se lance à elle-même ».

M. Chirac a fait sienne la formule de Georges Pompidou, qui disait : « Le gaullisme n'est pas une doctrine, c'est une attitude ». Mais M. Chirac a surtout souligné, pour l'avenir, « un immense effort d'imagination ».

ANDRÉ PASSERON.

TEMOIGNAGE

« Nos temps de paix ont encore des élans de leur jeunesse », a déclaré M. Jacques Chirac, président du R.P.R., ce vendredi 26 août, à Périgueux. Il a souligné que la France doit rester vigilante, mais qu'elle doit aussi être capable de faire face aux défis de l'avenir.

M. Chirac a ensuite inauguré l'avenue Georges-Pompidou. Dans son allocution, il a insisté sur le comportement de l'ancien chef de l'Etat, qui était « le contraire d'un conservateur », et qui savait qu'une société « pour survivre, doit changer, s'adapter, faire face aux défis qui lui sont lancés ou qu'elle se lance à elle-même ».

M. Chirac a fait sienne la formule de Georges Pompidou, qui disait : « Le gaullisme n'est pas une doctrine, c'est une attitude ». Mais M. Chirac a surtout souligné, pour l'avenir, « un immense effort d'imagination ».

LE « PROJET RÉPUBLICAIN » S'ADRESSERA PARTICULIÈREMENT AUX « COUCHES MONTANTES »

Le bureau politique du parti républicain s'est réuni le 25 août, sous la présidence de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général. Il a entendu six interventions, sur les thèmes suivants : — M. Philippe de Bourgois, président du groupe au Sénat, sur la préparation des élections sénatoriales ; — M. Jean-Pierre Soisson, sur la situation politique aux Antilles ; — M. Dominique Buisson, président du bureau politique, sur la situation politique à la Réunion ; — M. Hervé de Charette, secrétaire national à la défense, sur la politique de défense de la France ; — M. Bertrand de Maigret, sur le « projet républicain » (programme) qui s'adressera particulièrement aux préoccupations des « couches montantes » ; — M. Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur son rapport consacré au tourisme social, que le P.R. a décidé de faire sien. Le prochain réunion du bureau politique, qui sera notamment consacrée à l'examen du manifeste de la majorité, aura lieu à Nancy, le 8 septembre prochain, avec la participation des parlementaires du mouvement, dans le cadre de l'université politique du parti.

M. Diligent répond aux informations (Le Monde du 26 août) selon lesquelles tous les parlementaires avaient accepté d'assumer globalement le bilan de la V^e République. Rappelons que le projet de manifeste fera l'objet de nouvelles délibérations la semaine prochaine et qu'il sera ensuite soumis aux instances des partis concernés.

LE « PROJET RÉPUBLICAIN » S'ADRESSERA PARTICULIÈREMENT AUX « COUCHES MONTANTES »

Le bureau politique du parti républicain s'est réuni le 25 août, sous la présidence de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général. Il a entendu six interventions, sur les thèmes suivants : — M. Philippe de Bourgois, président du groupe au Sénat, sur la préparation des élections sénatoriales ; — M. Jean-Pierre Soisson, sur la situation politique aux Antilles ; — M. Dominique Buisson, président du bureau politique, sur la situation politique à la Réunion ; — M. Hervé de Charette, secrétaire national à la défense, sur la politique de défense de la France ; — M. Bertrand de Maigret, sur le « projet républicain » (programme) qui s'adressera particulièrement aux préoccupations des « couches montantes » ; — M. Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur son rapport consacré au tourisme social, que le P.R. a décidé de faire sien. Le prochain réunion du bureau politique, qui sera notamment consacrée à l'examen du manifeste de la majorité, aura lieu à Nancy, le 8 septembre prochain, avec la participation des parlementaires du mouvement, dans le cadre de l'université politique du parti.

Le Monde de l'éducation

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT

LE PALMARES 77 DES UNIVERSITÉS

Lettres - Sciences - Sciences sociales et humaines

Médecine à Paris - Classes préparatoires

● Un choix de livres d'enfants pour les vacances

LE NUMÉRO : 5 FRANCS

POLITIQUE

LE 33^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE PARIS

Nos temps de paix ont encore besoin des élans de leur guerre

déclare M. Chirac

Le trente-troisième anniversaire de la libération de Paris a été marqué, le jeudi 25 août, par de nombreuses cérémonies qui se sont déroulées, dans la soirée, par un défilé militaire, un spectacle audiovisuel et un feu d'artifice devant l'Hôtel de Ville.

Dans la matinée, M. Chirac avait déposé une gerbe devant la plaque rappelant la mémoire des huit conseillers municipaux communistes fusillés par les Allemands. Au même moment, les élus communistes et socialistes déclaraient par la voix de M. Henri Fribin, président du groupe communiste à l'Hôtel de Ville,

Sur la place du 25-Août-1944, à 20 heures, les anciens de la 2^e D.B. attendent M. Jacques Chirac. Le maire de Paris dépose une croix de Lorraine fleurie au pied de la statue du maréchal Leclerc.

Après avoir serré les mains des porte-drapeaux, en compagnie de Mme la marquise Leclerc, M. Jacques Chirac prend un bain de foule. « *Allez Chirac ! Vive Chirac !* », peut-on entendre. Le maire monte ensuite dans sa voiture qui, derrière vingt-six jockeys et six chars AMX-13, prend la direction du boulevard du Montparnasse.

Arrêt à la place du 18-Juin-1940 pour déposer une gerbe de fleurs et se recueillir devant la plaque commémorative de la reddition du général Von Choltitz au général Leclerc et au colonel Rol-Tanguy. Le défilé repart vers le boulevard Saint-Germain. Ce n'est pas la grande foule sur les trottoirs, mais plus on approche du quartier Latin et de l'hôtel de ville, plus il y a de spectateurs.

À 21 heures précises, les cloches de Paris se mettent à sonner à la fois comme trente-trois ans plus tôt. Elles sont relayées par les haut-parleurs qui diffusent en continu les discours et les musiques. M. Chirac reçoit le fanion du général Leclerc.

« Le caractère populaire de la libération de la capitale avait été exclu délibérément des cérémonies officielles ». Dans l'après-midi, un communiqué était publié par le cabinet du maire de Paris, qui s'élevait contre « l'attitude des représentants du Comité de libération de Paris, qui, au cours de la cérémonie traditionnelle d'hommage aux morts de l'Assistance publique, à l'hôpital Cochin-Claude, ont tenté d'empêcher une allocution de Claude Marcus, député, adjoint au maire et vice-président du conseil d'administration de l'Assistance publique, qui représentait Jacques Chirac ».

M. Philippe Peschard, président des anciens de la 2^e D.B., prend la parole et rappelle l'épopée africaine et métropolitaine de cette division et de son chef, qui, aux portes de Paris encore occupée, encourageait la préfecture de police et les Parisiens à tenir bon. Un concert de Maxime Goussier du côté de la rue de Rivoli.

En conclusion, le président s'adresse au maire : « *Vous le savez, votre dynamisme éclairé et votre sagesse font de vous un combattant de premier ordre, déclare-t-il. Puisse des hommes de bonne volonté retrouver les valeurs de Leclerc (...)* et répondre au doute par la foi ».

Dans le discours qu'il lit face à la foule, le maire de Paris rappelle alors « les consignes de la gloire » données par le général de Gaulle : « *Il fallait que la bataille de France soit la bataille de la France elle-même, dit-il. Il le fallait pour l'honneur, c'est-à-dire pour l'avenir, pour l'âme de la nation, pour le support futur de l'indépendance nationale (...)* Il fallait que les blindés de la division Leclerc fussent les premiers à atteindre Paris. (...) Il fallait que les résistances de l'intérieur fussent parties à ces combats. (...) Il fallait que Paris se soulevât, au risque des pires représailles. (...) »

« Aujourd'hui, devant des menaces extérieures d'une autre nature, sollicités par d'autres formes d'abandon, c'est le même devoir qui nous interdit les faciles résignations, les fausses prudences et les médiocres calculs. (...) Que tous ceux qui ont participé, par la souffrance ou dans la joie, avec ou sans armes, connus ou anonymes, à ce destin de la patrie rede-

venue triomphante, nous soient garants d'un avenir conçu comme digne de leur idéal, de leur ténacité et de leurs sacrifices. Nos temps de paix ont encore besoin des élans de leur guerre. Que leur gloire nous inspire la prudence et la vigilance. (...) Vive Paris, vive la République, vive la France ».

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants ayant renoncé à prononcer le discours qu'il avait préparé, le maire traverse la place et se campe face à l'Hôtel de Ville entre deux jockeys.

Des « canons à images » projettent pendant dix minutes sur les murs de l'édifice des diapositives rappelant la marche de la 2^e D.B. commençant au Gabon, consacrée à Strasbourg et achevée à Berchtesgaden. Des feux de Bengale éclairés de bleu, de blanc et de rouge embrasent les fenêtres de l'Hôtel de Ville au moment où retentissent la Marche de la 2^e D.B., puis le Chant des partisans.

La prise d'armes est close par un feu d'artifice tiré depuis le pont d'Arcole, le qual de la Corse et le qual aux Fleurs. La foule, invitée aux deux buffets dressés dans la salle des fêtes et dans la salle des Académies, s'écoule à l'entrée de l'Hôtel de Ville pendant que M. Chirac, Mme Leclerc de Hautecloque et les officiels montent l'escalier d'honneur.

Le maire de Paris reste un peu plus d'une demi-heure avec ses hôtes. Il déclare qu'il tient à recommencer, l'année prochaine, une manifestation d'une « certaine allure » afin d'associer les Parisiens à la vie et à la gloire de leur cité.

TÉMOIGNAGE

Insurgés et 2^e D.B. : une victoire commune

par CLAUDE CHEVALLIER-APPERT

Chaque année, au moment de l'anniversaire de la libération de Paris, s'élève un peu plus la querelle au sujet du rôle respectif joué par la Résistance intérieure et la 2^e D.B. du général Leclerc. Ayant participé à ces événements avec le corps-franc « Victoire » avant d'être engagé à la 2^e D.B., je crois pouvoir, à ce double titre, apporter un témoignage peu suspect de partialité.

Le 18 août, veille de l'insurrection, mon corps-franc reçoit des instructions du commandant du réseau « Ceux de la Résistance », auquel il appartenait, d'avoir à se tenir prêt à occuper les édifices publics qui nous désignaient le moment venu. Cette mesure devait intervenir pour éviter que ceux-ci ne soient occupés par les mouvements de Résistance d'obédience communiste, dès que les troupes allemandes auraient évacué la capitale. Les ordres précisèrent que, dès cet instant, nous devions nous considérer comme totalement mobilisés, ne plus coucher à nos domiciles mais nous installer, la nuit même, dans des conditions de fortune, dans ce qui nous servirait désormais de F.C., l'hôtel des Pyrénées, rue de Seine.

En quelques heures, les événements devaient évoluer dans un sens différent, les chefs de l'insurrection ne parvenant sans doute pas à contrôler la totalité de leurs troupes. A peine installé dans mon nouveau cantonnement de l'hôtel des Pyrénées, aujourd'hui disparu, face à la rue Jacob, je descendis la rue de Seine jusqu'au quai et y fus le témoin d'une des premières attaques contre l'occupant. Une traction avant déboucha à une allure folle, dans un crissement de pneus, et stoppa à hauteur de l'Institut. Deux hommes en sortirent, revolver au poing, et ouvrirent la porte sur les soldats allemands qui tenaient le pont des Arts, déclenchant aussitôt un tir nourri d'armes automatiques. J'ai toujours pensé que cette première action armée, le soir du 18 août, avait donné le coup d'envoi à l'insurrection. Le lendemain, nous arrachâmes les pavés du boulevard Saint-Michel et constituâmes la première barricade, à l'angle de ce boulevard et du boulevard Saint-Germain, et une autre, place Saint-Michel, créant ainsi un camp retranché au cœur de Paris.

Il n'est pas utile de revenir sur les faits qui se déroulèrent au cours de ces journées historiques, du 19 au 25 août. Rappelons, toutefois, que le 25 août, les autorités allemandes reconnaissent une situation de fait, c'est-à-dire

l'occupation de certains secteurs par la Résistance, et s'engageaient à ne pas exercer d'actions contre elle. En contrepartie, les F.F.I., maintenus et reconnus sur leurs positions, ne devaient plus en attaquer ou en occuper d'autres. Cette trêve n'avait pas fait l'unanimité des chefs de la Résistance. Le colonel Rol-Tanguy y était opposé et joua un rôle déterminant pour la rupture. Le combat reprit aussitôt avec une violence accrue.

Nous étions peu nombreux — on a cité le chiffre de quatre mille à quatre mille cinq cents résistants effectivement incorporés dans des unités constituées au cours de l'insurrection — et n'avions pratiquement comme armes que celles que nous prenions à l'ennemi en interceptant ses camions de transport de troupes avec les cocktails Molotov fournis par un certain colonel Paul (?), ancien des Brigades internationales et devenu allemand, bien qu'en retraite, disposait encore d'une puissance redoutable, avec des points d'appui fortifiés le long de la Seine, au Sénat, et d'importantes réserves d'explosifs pour exécuter, le moment venu, le plan de destruction de Paris prévu par Hitler. La situation des insurgés était précaire, et leur action faisait courir à la population tout entière et à la ville elle-même des risques immenses. Le drame de Varsovie, soulevée prématurément le 1^{er} août, et où les S.S. noyèrent dans le sang la Résistance polonaise, hantait beaucoup d'esprits. L'insurrection parisienne subirait-elle le même sort, si les Américains arrivaient trop tard ? Leclerc, informé et conscient de ce péril, agit en conséquence. Avec cette fureur qui était un des traits de son génie militaire, déjà manifesté à Kouba, et qui le conduisit à Strasbourg trois mois plus tard, lança ses colonnes blindées vers la capitale, qu'elles atteignirent à temps.

Quand, dans la nuit du 25 au 26 août, passés comme les précédentes derrière nos barricades de la place Saint-Michel et du boulevard Saint-Germain, à l'abri des convois ennemis, nous entendîmes sonner les cloches si proches de Notre-Dame, auxquelles firent bientôt écho celles de toutes les églises de Paris, et qu'une rumeur annonça que les premiers blindés étaient à l'Hôtel de Ville — nous ne savions pas encore que c'étaient ceux de Leclerc, — une formidable et inoubliable Marce-

laine jaillit de toutes les poitrines dans notre camp retranché. Les coups de canons immenses nous rejoignirent dans la rue, sur les barricades, nous serrant dans leurs bras, dans une allégresse fraternelle inoubliable. Nous ne sommes pas, comme on voudrait nous le faire croire, des vaincus. Nous sommes des vainqueurs. Mais, au contraire, ce que nous pensions être les Américains la parachevaient et mettaient un terme à l'angoisse que nous avions des conséquences de l'insurrection si elle avait dû se poursuivre sans leur concours. Et quand, le lendemain, au petit matin, je quittai ma barricade et me rendis à l'angle de la rue Dante et du boulevard Saint-Michel, pour voir surgir, peu de temps après, descendant la rue Saint-Jacques, la première colonne blindée, et que je pus discerner la croix de Lorraine sur le flanc des chars, mes camarades et moi pleurâmes de joie. A ce moment, non plus, nous n'imaginions pas qu'on voulait usurper notre victoire, qui était la nôtre. Nous savions que Leclerc accomplissait cette libération de Paris que nous avions communément sée.

Qui, c'est bien l'ancien conjugué des Forces françaises de l'intérieur, toutes tendances politiques confondues, et de la 2^e D.B., arrivés à temps, qui aura permis la libération de Paris sans que l'insurrection s'accomplisse. Vouloir aujourd'hui dissocier ces deux actions, ou donner à une des parties un rôle privilégié n'est pas conforme à la vérité historique. Faut-il rappeler que l'annexion entre les forces de la Résistance et la 2^e D.B. s'est effectuée spontanément, nul ne songeant à tirer la couverture à lui. Certains de mes camarades et moi-même avons même été, pendant un moment, les victimes de la 2^e D.B. La réduction des points d'appui allemands, notamment au Sénat. (C'est à la suite de ces opérations, pour combler tant de places déjà vides, que nous avons pu être enrôlés immédiatement, sans même le minimum de préparation militaire, dans les rangs de la 2^e D.B. et poursuivre avec elle la marche vers l'Est). Faut-il rappeler aussi que de Gaulle chargea le général Billotte, compagnon de Leclerc et un des principaux artisans de la libération de Paris, de constituer une division d'infanterie, la 10^e, avec, précisément, des éléments épars issus de la Résistance ? Pourquoi remettre en cause, par la suite, un acte qui avait été réalisé sans coup férir au moment même de l'action ?

EQUIPEMENT

URBANISME

Une histologie du cœur de Paris

(Suite de la première page.)

Du groupe nombreux des collaborateurs, soutenus par l'Université et le G.N.R.S., se détachent les auteurs, trois femmes, Françoise Boudon, Hélène Couzy et Françoise Hamon ; n'oublions pas Jean Sélou, le cartographe omniprésent.

Trois différents de l'abondante bibliographie parisienne parus récemment, de type synchronique ou diachronique, portant sur l'urbanisme, l'archéologie, l'architecture... et de la Nouvelle Histoire de Paris, remarquable réalisation de la Ville qui est à son sixième volume, le *Système* — le terme évoque plaisamment le *Système des Lumières*, — s'apparente aux disciplines médicales et plus spécialement à l'histologie, l'étude des tissus cellulaires, de leur naissance, de leur prolifération, de leur maladie, de leur vieillissement et de leur mort. Le champ d'observation, c'est la moitié ouest de la vieille rive droite de Philippe Auguste, du Louvre à la rue Saint-Denis, de la rue Étienne-Marcel à la Seine. La matière, faite de vides et de pleins, c'est le système stradal d'une part, l'ilot d'autre part, ou plutôt sa cellule occupée, la parcelle.

Au terme d'un long travail de compilation des documents écrits ou figurés, on a tenté de restituer l'évolution de ce tissu en remontant des étapes bien connues des vingtième et dix-neuvième siècles vers les temps plus éloignés, en fait vers les plus anciens lotissements décelables, celui de la rive nord de la rue Saint-Honoré et des rues Sauval et des Provaires, qui pourrait dater de la fin du douzième siècle. Plus loin encore, le parcellaire permet d'imaginer le tracé de l'enceinte du bourg Saint-Germain-l'Auxerrois au onzième siècle.

La parcelle est une cellule qui a la vie dure. Rue Saint-Honoré, rue Saint-Denis, il en est encore qui n'ont pas changé depuis les temps les plus lointains ; d'autres ont été regroupées, recoupées, d'autres ont disparu dans la nouvelle structure haussmannienne. La lecture des plans successifs tout le long de la rue, semble bien obéir à des lois naturelles, proposées par Françoise Boudon, permet de recréer par la pensée l'immuable qui occupe, qui occupait chaque parcelle. Les terrains étroits et longs, qui attestent l'activité commerciale d'une voie primaire où le mètre de boutique vaut cher, portant de hautes maisons d'une, deux ou trois fenêtres de largeur, sur un grand nombre d'étages (jusqu'à sept, semble-t-il, dès le seizième siècle), les terrains plus larges, bordant des voies secondaires, portant des maisons plus basses, voire des hôtels aristocratiques dont le quartier fut bien pourvu dès le Moyen Âge et jusqu'au dix-septième siècle, en raison de la proximité du Louvre et qui périrent dès le dix-huitième siècle.

L'offensive haussmannienne. Durant toute la période pré-industrielle, ce tissu avait conservé une grande homogénéité. Les façades, où les styles successifs avaient brodé de discrètes variations, se répondaient le long de la rue, dans une harmonie naturelle équilibrant, en quelque sorte, les mégalomanies successives des immeubles ; elles étaient ponctuées de rares « effets » aux temps forts (carrefours, axes de perspectives). La liberté de composition est grande au Moyen Âge, au dix-septième siècle ; puis, à mesure que l'on bâtit des maisons de plus en plus larges et que le style classique impose plus catégoriquement sa grammaire, une certaine uniformité se fait jour, dans le courant du dix-huitième siècle ; mais aucune œuvre brutale ne sépare les maisons bâties avant la Révolution de celles qui voient le jour sous la Restauration, ni même sous Louis-Philippe (rue Rambuteau).

L'offensive haussmannienne, au contraire, se fait sentir brutalement, aveugle au système ancien qu'il s'agit d'évincer totalement, à court ou moyen terme ; les îlots épargnés

par les grandes percées obliques et par le découpage de vastes parcelles disproportionnées avec leurs volumes, porteuses de grande monumentalité, ne sont là qu'en surplis, oubliées par l'urbaniste. De ce fait, la continuité de la rue s'en trouve profondément désaccordée, d'autant plus que les sévères arrêts d'alignement vont laisser peu à peu en saillie les étroits immeubles anciens, comme des dents gâtées promises à l'arracheur, tandis que, de part et d'autre, la dentition nouvelle éclate de santé. L'ancien rythme des façades, aussi subtil qu'un paysage naturel issu d'obscurs équilibres biologiques, s'en trouve irrémédiablement atteint, et nous savons combien il est difficile à restituer, à voir les essais de constructions nouvelles dans les quartiers anciens.

C'est pourtant l'une des préoccupations des plus récentes de certains groupes de jeunes architectes, l'atelier Lucien Kroll en Belgique, le groupe Arcane en France et tous ceux qui ont participé au concours Cergy-Pontoise, et l'on pourrait conseiller aux urbanistes la lecture du chapitre V sur « L'espace urbain » où les principes d'enchaînement des façades le long du ruban de la rue sont bien analysés. C'est, en fait, l'éloge de l'architecture mineure, qui, en juxtaposant des éléments variés et personnalisés, a su souvent atteindre à l'harmonie sans jamais tomber dans la banalité.

Par son titre, l'étude se présente déjà comme une synthèse. Ses conclusions sont à retenir pour cette architecture mineure ancienne, du Moyen Âge au dix-huitième siècle, qui fait l'originalité profonde de ce quartier par sa continuité vivante durant des siècles et par la subsistance de nombreux vestiges. Au-delà, dans le domaine des hôtels particuliers et dans celui des constructions de l'ère industrielle, le champ d'observation est trop réduit et trop particulier pour que les résultats soient retenus autrement que comme des hypothèses de travail. Reste à étudier le brillant problème de l'actualité.

Des démolitions ont eu lieu : Immeubles Louis-Philippe et Napoléon III de très bonne qualité, derniers vestiges des Halles du sel-

zième siècle. L'activité alimentaire a quitté les immeubles conservés suivie par une bonne part de la population qui en vivait, mondain et aisément vivant, ché à une tradition immémoriale. L'extrême familiarité de l'habitat, caractéristique des civilisations urbaines éloignées des sentiments précaires de grand espace ascenseur ou ascenseur ou ascenseur, est trouvée naturelle. Espaces commerciaux d'habitation, dévolus à la population, subissent une transformation à observer.

Il faudrait poursuivre, fameux « plan Voisin » de rassembler tout le quartier, projets d'urbanisme, Centre sans doute, en France, celle-ci, la plus pensée et repensée par les urbanistes, réalistes ou songeurs. Les « grands partis » des siècles passés ne se comptent plus, qu'ils s'attachent à dégrader la colonnade du Louvre et à lui donner une lymène acide, qu'ils veulent y tracer la place Louis-XV, y remodeler de façon grandiose ou utilitaire le vieux marché des Halles fixé là par Louis VI le Gros, ou aménager devant Saint-Eustache une vaste place ordonnée, il faudrait prolonger cet examen de l'indispensable « dimension de l'imaginaire » par celui des dix fameuses esquisses de 1938 qui firent couler tant d'encre, puis par celui des trois de 1975, si l'on ne veut intervenir dans le débat actuel.

Depuis le douzième siècle, ce vieux quartier n'a pas fini de vivre et de faire parler de lui. Il était aimé de ses habitants jusqu'au grand déménagement, il a trouvé de nouveaux amoureux. Il faut souhaiter qu'une étude comme celle-ci serve à préserver ou à ressusciter, ici et ailleurs, le lien personnel qui doit exister entre l'individu et son habitat, ainsi que la valeur d'héritage du paysage urbain que nous enseignent avec leur vieille sagesse les maisons de la rue Saint-Honoré.

JEAN-PIERRE BABELON.

(*) Éditions du C.N.R.S., 3 vol. à 170 francs, l'un de texte, l'autre de plans. Prix : 210 francs.

A PROPOS DE...

LE NAUFRAGE ET LA FIN DES OPÉRATIONS DE POMPAGE SUR LE « BOEHLER »

Pour que Ouessant ne rime plus avec sang

Le « Boehler », c'est fini. Il aura fallu dix mois de périlleux travaux pour rendre inoffensive l'épave de ce pétrolier d'Allemagne de l'Est, coulé par 100 mètres de fond, depuis le 14 octobre 1976, au large de Brest. Le pétrolier qui restait dans les soutes a été entièrement pompé et brûlé.

L'opération qui vient de s'achever a été marquée par de nombreuses difficultés, mais surtout par la mort de trois personnes, un plongeur, un ouvrier et un militaire enlevé par une lame (qui s'ajoutait aux vingt-cinq marins qui ont péri lors du naufrage). Finalement, sur les 9700 tonnes de pétrole contenues dans les vingt-quatre cuves du petit pétrolier, 2000 seulement ont été récupérées, le reste du chargement s'est, soit dilué en mer, soit répandu sur les côtes de Sud-Finistère. Quelques 2000 tonnes mélangées à des algues ont été ainsi ramassées sur le littoral.

Le Boehler, c'est donc bien fini. Mais à quel prix ! Sur l'épave elle-même ont été dépensés 143 millions de francs ; 43 millions pour colmater les brèches, 100 millions pour vidanger les soutes. En vérité, le coût total est largement supérieur. Il a fallu traiter, avec des produits dissolvants, les 5000 tonnes de pétrole répandues à la surface de l'océan, nettoyer les plages et les grèves, indemniser les marins-pêcheurs dont les lieux de pêche avaient été pollués. Certes, les assureurs du Boehler ont rempli leurs obligations, mais l'indemnité qu'ils ont versée couvre à peine la moitié des dépenses engagées. Celles-ci sont supportées par la marine nationale, qui trouve la note salée.

« L'exploit » réalisé par des entreprises françaises sur l'épave du Boehler — une première mondiale — ne résout pas pour autant le problème de la sécurité des navires doublant la pointe de Bretagne. Fin juillet, un cargo allemand, la Colombus, a été échoué sur les récifs d'Ouessant ; au mois de mai, un porte-conteneurs français, l'île-de-la-Réunion, a été

heurté l'une des deux mille roches de la chaussée de Saint-Pierre. Pour que l'on ne puisse plus dire « Qui voit Ouessant voit son sang », il importe de définir au plus vite une nouvelle réglementation de la navigation maritime au large du Finistère.

La plus urgente est de revoir la signalisation de la bouée d'Ar-Men, qui annonce la chaussée de Saint-Pierre. Cette bouée devrait être équipée d'un appareil de localisation permettant son repérage par mauvais temps. Cette lacune est à l'origine des erreurs de navigation qui ont provoqué, à sept mois d'intervalle, le porte du Boehler et la mésaventure survenue à l'île-de-la-Réunion.

Il est toujours aussi important d'adopter vers l'ouest le « rail », c'est-à-dire les itinéraires obligatoires empruntés dans chaque sens par les quelques 3000 navires qui contournent Ouessant chaque année. Ces courbes de circulation passent trop près des côtes, les pétroliers, en particulier, ne devraient pas croiser à moins de 12 milles. L'Afrique du Sud, qui éprouve une interdiction depuis plusieurs années, a ainsi mis fin aux échouages et collisions dans ce secteur de la côte africaine. Une nouvelle réglementation de la navigation s'impose au large de Brest, comme on l'a fait dans le Pas-de-Calais. Bien des capitaines au long cours la réclament. Pour surveiller la circulation maritime, les pouvoirs publics envisagent de construire une station radar sur l'île d'Ouessant, au Conquet ou à Camaret. Le projet coûterait environ trente millions de francs. M. Cavallé, ministre des transports, a indiqué qu'il pourrait être réalisé en 1980.

JEAN DE ROSIERE.

**TRECA
EPEDA
SIMMONS**
Les 3-grands noms de la
litterie exposent leur
gamme complète chez :

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 10^e M. TEL. 357.46.55
Métro : Farnesier

صكنا من الأصل

Le Monde

du tourisme
et des loisirs

VACANCES
EN
FRANCE

D'autres couleurs
sur la Normandie

LA ROUTE DU CIDRE EST OUVERTE

De Bonnebosq à Beuvron, comme au repas de nocce de Mme Bovary, « le cidre doux en bouteilles pousse sa mousse épaisse, autour des bouillons ». A la mi-juillet, de fameuses collations champêtres ont accompagné le mariage symbolique de la route du cidre et de la route du camembert. Le pays d'Auge fête — et fête encore — deux de ses plus purs produits, depuis longtemps promis l'un à l'autre.

Si la pomme est vieille comme le monde, et le cidre guère moins, le camembert date seulement de la fin du dix-huitième siècle ou du début du dix-neuvième, selon qu'on en attribue l'invention à Marie Harel ou à sa fille, Marie Harel. Un même prénom ajoute à la confusion. Qu'importe. En appliquant à une fabrication locale la recette du brie, autre fromage à pâte molle et croûte fleurie, elle a, elles ont, rendu célèbre dans le monde entier, et pour le bon motif, le nom de leur village. Ce qui mérite bien un pèlerinage aux sources, au « royaume du lait » verdoyant, vallonné, où le long des chemins creux, les bidons argentés de la collecte signalent les fermes venues à colombeaux.

Au sud-est, pour qui vient de l'Eure, la vallée de la Touques sépare le pays d'Ouche du pays d'Auge ornais. La route du fromage débouche aussitôt, à Canapville, où Mme Pinot, la mort dans l'âme, a décroché son enseigne : « Ici, au temps de ma jeunesse, jusqu'à la guerre, 90 % des fermiers fabriquaient un livrot blanc, qu'ils vendaient aux affranchés. C'est à peu près fini. Maintenant, j'ai cessé, l'an dernier, de

faire du pont-l'évêque. Trop difficile. »

Et le camembert ? A Saint-Germain-de-Montgommery, non loin de là, M. Daniel Courtonne maintient à bout de bras une fabrication commencée en 1884, et qui s'étendra avec lui. Travaillant un lait cru en provenance exclusive de sa ferme, il allie jour-nellement de deux cent cinquante à trois cents fromages. Produit fragile, vendu sur place ou directement à des crémiers qui viennent à sa maturation. Aux questions du visiteur, il répond par une boutade : « Faire un bon camembert n'est pas difficile. Ce qui l'est, c'est de savoir pourquoi il est bon. »

A Camembert, noblesse oblige, un autre fermier fabrique le fromage de ce nom. Mais, face à une industrie florissante, il en reste peu. Ce qui n'empêche pas la route du camembert d'être l'excellent prétexte à une promenade fléchée de 50 kilomètres au pays de Marie Harel, une partie de la route du cidre. On la suit pas à pas : de l'église de Crotelles, lieu de son baptême (voir aussi les granges dimères du treizième siècle), à la ferme de Beaumontel, commune de Camembert, où elle élabore sa recette, au cimetière de Champeval, dominant la vallée de la Vieille, elle y a son tombeau. Enfin, consécration suprême, à Vimoutiers, près de la halle, la voilà immortalisée dans la pierre, portant la coliffe normande, fin prête pour la messe ou le marché.

La mère ou la fille ? Comme il y a deux Marie, il y a deux statues. La première avait été inaugurée, en 1928, par le président Millerand. Le bombardement de juin 1944, rasant une partie de la ville, la décapita. Alors, en 1951, quatre cents employés de la plus grande fabrique de camembert made in U.S.A., à Van Wert, dans l'Ohio, se cotisèrent pour la remplacer. Un médecin américain avait déjà financé le premier monument dédié à la bienfaitrice de l'humanité.

Collation dans le ciel

On quittera Camembert pour Livrot (survivance du livrot fermier à Livrot même et à Sainte-Marguerite-de-Vieille), en faisant un détour par la ferme-musée de Lisores. Fernand Léger aimait — comme on le comprend ! — la tranquillité de ce valon. Dans une grande mosaïque couvrant entièrement la façade de la grange, il a symbolisé l'opulence de la contrée : la Ferme et la Vache. Encore faut-il ajouter le cheval. Nous passerons du fromage au cidre cru de Cambremes en empruntant la route des manoirs et des haras.

Au cœur du Pays d'Auge, le cheval lui-même sur la haute et la basse Normandie, les pommiers dans les coteaux avec de vastes herbages où les pur-sang « prennent de l'os » avant d'être

sélectionnés pour les courses et les concours. Des clochers d'ardoise, élanés, veillent sur des bourgs tristes. Ici et là de belles demeures : à Bellou, un manoir à pans de bois, du seizième siècle ; le château de Saint-Germain-de-Livet et sa curieuse façade à dardons de pierre et de briques de couleur ; Coupesarte et Grand-champ.

Voilà les panonceaux de la route du cidre jalonnée par le syndicat d'initiative de Cambremes. Elle relie ce village à une douzaine d'autres aussi pittoresques par de petites routes bordées de haies vives. Les voyageurs pressés y accèdent par les nationales 13 et 815.

A ne pas manquer, au passage, le château et le haras de Victot, l'ancienne abbaye cistercienne du Val-Richer, la chapelle de Clermont, au bout d'une allée de grands hêtres, d'où la vue plonge sur la vallée d'Auge et la plaine de Caen. Et comment oublier l'élegant château de La Roque-Baignard entouré de douves profondes. André Gide y séjourna souvent de l'enfance à l'âge mûr. Il fut même élu maire de la localité. C'est là qu'il exalte pour Nathanaël les nourritures normandes, l'odeur « sacrée » des pommiers.

« Les fruits des trois saisons, jusqu'à la tardive » bedan » mû-

risent au grenier », enchaine à point M. Robert Poulain. A Bonnebosq, il habite un ancien manoir bizarrement penché. Mais bâti à toute épreuve, comme ce propriétaire de 30 hectares de vergers, une force de la nature, qui ne laisse à personne le soin de « brasser ». C'est comme pour le fromage. Il existe un tour de main. Ils sont dix-sept producteurs du cru de Cambremes. Chez l'un, il y a deux ans, le cheval tournait encore la meule. Autant de fermes, autant de saveurs différentes. On y vend du cidre toute l'année aux clients d'une région qui compte bien d'autres terroirs réputés. Et l'été, « Les Parisiens » ce dur dur dur. C'est un supplément ! » remarque M. Poulain.

Ceux qui campent à la ferme ou logent en chambre d'hôte trouvent en outre à leur porte lait, beurre, crème, œufs, poulets, canards, tous produits fermiers. Ceux qui passent — les ressources hôtelières étant faibles — prolongeront la route du fromage jusqu'à Pont-l'Évêque, dont la spécialité est déjà citée dans le *Roman de la Rose*. Et de là peut-être vers la coteau balnéaire qui fait apprécier plus encore la boisson servie avec la collation dans le calme du ciel.

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

A Deauville

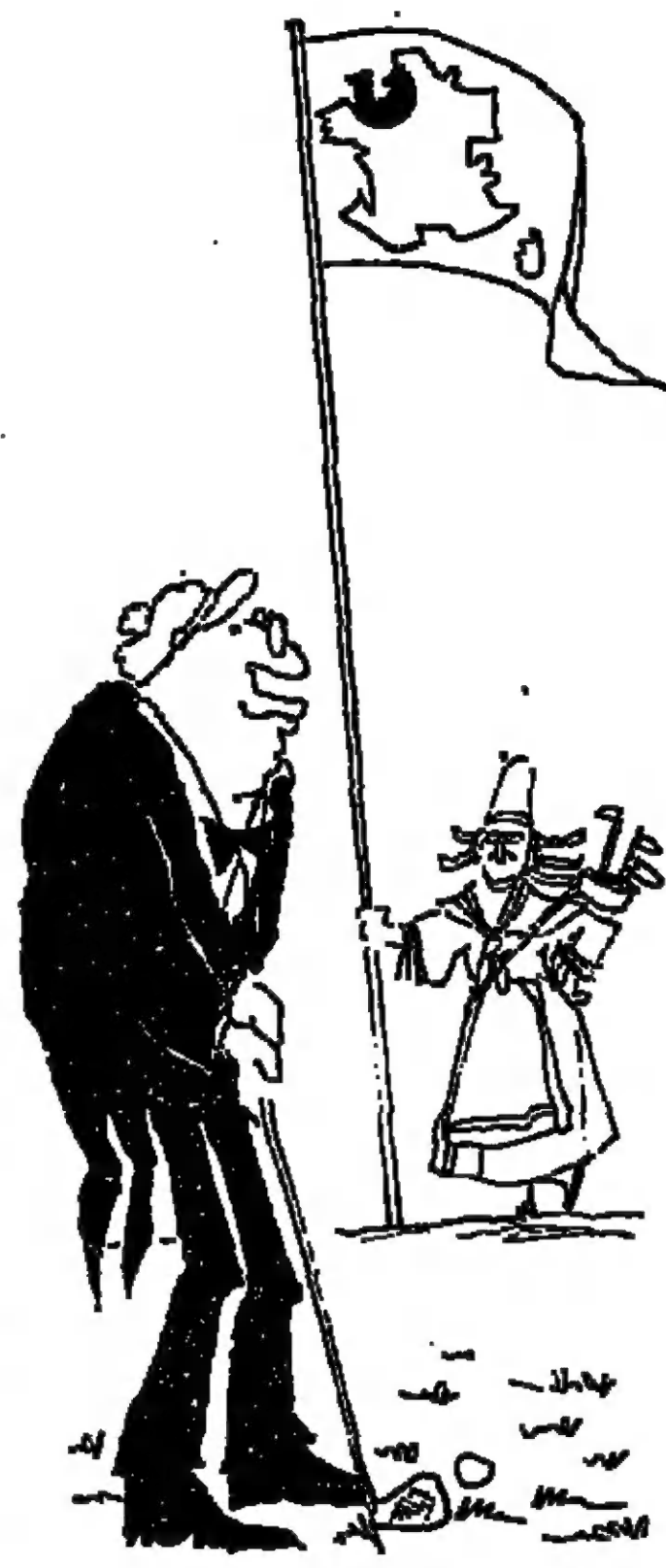
AVEC LE CERCLE DES DEUX CENTS

Sur le front de mer que la marée venait lécher au début du siècle — l'actuel boulevard Eugène-Cornuché — les villas de Deauville, chères à Marcel Froust, qui élevaient leurs tours octogonales ou leurs donjons en similitude gothique, ont disparu. Ainsi ont été rayées du paysage les deux « maisons » de style anglais sises côte à côte, la villa Elisabeth et la villa Victoria. Celle-ci fut brûlée en 1950 ; ainsi a été tout récemment démolie la villa Romane, alias villa Montgommery, jadis propriété du prince Demidoff, époux monstrueusement riche et non moins monstrueusement cruel de la princesse Mathilde.

Un seul bâtiment sur la plage fait face, dans sa pérennité minérale, au Bar du Soleil, qui aura mérité encore son nom en cet an de disgrâce 1977.

C'est le Cercle.

Charmant petit palais rose en miniature à un étage et une rotonde à grandes baies vitrées, le Cercle de Deauville a prouvé sa vitalité de jeune centenaire en se parant des dénouilles optimistes de la villa Romane : quelques dix bustes antiques qui ont complété, à la clef de ses arcs, sa propre collection. Une manière bien à lui



(Dessin de FLANTU.)

de mépriser les deux bâtisses congénies de Cornuché : l'hôtel Royal, ancienne demeure de Morny, puis de la baronne d'Er-langer, et le Casino, qui fut édifié en 1913, où le baccara fut le premier chemin de fer Paris-Deauville, où Citroën soutenait des « bancos » vertigineux, l'« usine » où les émissaires aujourd'hui font circuler les millions par plaques.

Le Cercle de Deauville, composé de deux cents membres, parmi lesquels un fort contingent du Jockey, a ses propres titres de noblesse. Créé en 1864, à l'époque de Morny et du premier hippodrome, présidé successivement par le vicomte Darni, le comte Gréville, le comte Hocquart de Turbot, le duc de Castries et le comte Niel, présidé aujourd'hui par le duc de Noailles, il est ouvert chaque année à la saison des courses, pendant un mois environ, au lendemain du Grand Prix, qui se poursuit par les ventes de yearlings, aux enchères, suivies comme à l'hôtel Drouot. La cotisation donne droit à l'accès de la tribune réservée de l'hippodrome de la Touques et de Clairefontaine, ainsi qu'à l'entrée gratuite au polo, au tir aux pigeons, au Casino et à la grande piscine d'eau de mer, qui est l'orgueil de la nouvelle esplanade.

Partie de whist

Le mobilier de ces lieux privés — entrée, bibliothèque, salle à manger, salon de jeu et bar-fumeur — compose un cadre très traditionnel de vieux chêne et d'appliques embouties où des fauteuils de cuir, profonds comme des souples, incitent au petit somme de rigueur. Le silence s'impose dans ce sanctuaire du « timing » ne saurait varier : 11 heures du matin, partie de piquet, de whist, voire de gin-rummy de ces messieurs ; midi, lecture des journaux avec épiphonage du carnet moudain et de la rubrique du turf ; 12 h. 30, d'été, à 13 h. 40, départ, le cigare au bec et les jumelles en sautoir, pour l'hippodrome ; à 18 heures, après la « cinquième », rendez-vous général au bar voisin du Royal. Le Cercle, à cette heure, est une volière, personnalité des courses, joueurs de polo, tireurs aux pigeons, Anglais, Sud-Américains, font la roue devant les plus ravissantes femmes de la Côte, la palme de la beauté et de l'élégance municipale revenant à la comtesse d'Ornano, maire de Deauville.

Au Cercle, les tapis verts, à la différence de ceux du Casino « jouant » jusqu'aux heures blêmes de la marée basse, restent rarement allumés tard. Le temps n'est plus où, juste avant minuit, les dames de l'aristocratie s'installaient discrètement afin de laisser la place aux hétaires dans les salons mélangés. Il existe même, au premier étage, une douzaine de chambres réservées aux « anciens » prenant pension. A chaque décès, ce sont des revendications féroces auprès desquelles les supplications courtoises : « Sire, Marly ! », destinées à forcer l'hospitalité du Roi Soleil, ne sont que pâles requêtes.

OLIVIER MERLIN.

(Lire la suite page 10.)

UN CONSERVATEUR PARLE

Dieppe accroche des nuages aux cimaises

Pour un estivant, qu'est-ce qu'un musée ? Qu'est-ce qu'un musée installé dans une grande station touristique ? Comment et pourquoi peuvent-ils exister ? Il y a des rencontres qui vont au-delà de la simple visite. Le conservateur du musée de Dieppe, M. Pierre Bazin, s'explique dans le texte ci-dessous.

poétique : en ce temps écologique où nous vivons, les dernières contraintes imposées par la nature apparaissent presque comme un bien précieux. On vient aussi pour le charme de cette ville née de la mer, dont le tracé reste naturel et l'aspect humain ; ses rues rendues aux piétons ; les marchés ; le port où les effluves lofts se mêlent à ceux des moules — et — frites — à toute — heure. Un car-ferry à quai, c'est le départ possible, un peu d'aventure à l'horizon, cet horizon qui attire les navigateurs des quinzième et seizième siècles. Sur tout cela, une lumière intense et douce qui fut, au moins autant que certains aspects du paysage, le sujet de nombreux peintres. Hubert Robert, Verne, les romantiques avec Delacroix, Isidore, les impressionnistes, Monet, Pissarro, Gauguin, et, plus près de nous, Othon-Friess, Lotron, Georges Braque. On prête ce mot à Picasso : « A Dieppe, la lumière est comme un écrit. »

Les reflets de la ville

Du haut de la falaise ouest, les tours moyennageuses du « vieux château » dominent la mer et la ville. L'ancien logis des gouverneurs est devenu musée en 1923. Un musée de quoi ? Pour quoi ?

Le temps n'est plus où l'on créait dans chaque ville moyenne un musée des beaux-arts, caricature d'un Louvre en miniature, offrant en exemple, pour l'éducation des visiteurs, un ramassis où le meilleur côtoyait la pire parmi les copies, les écoles-de et les attributions. Les peintures, sculptures et documents divers accumulés dans un pousse-pousse hasard pouvaient procurer aux initiés le plaisir de la découverte, et faire fuir les autres.

Il en est resté une réputation fâcheuse qui s'attache encore au mot musée, synonyme de cimetière d'endroit où l'on s'ennuie. S'il peut exister encore quelques-uns de ces musées de province néo-néoclassiques, des changements

considérables ont été accomplis depuis trente ans, disons-le sans flatterie, grâce à la compréhension des collectivités locales et à l'impulsion donnée par la direction des musées de France et l'inspection des musées classés et contrôlés. Ces changements, ce dépoussiérage, vont généralement dans le sens de l'affirmation d'une spécificité.

Le musée de Dieppe, c'est en premier lieu le château lui-même. On peut penser que l'intérieur ne tient pas les promesses des murailles de grès et de silex, des tours rondes et des machicoulis. Il reste peu de traces, en effet, d'appartements aménagés, celles qui existent, mises en évidence, contribuent à créer l'atmosphère générale ; mais il est inutile d'espérer voir oubliées ou salles de torture. On ne cherche pas ici à plaire en vivant bas. Si le lieu est plus étroit qu'il n'y paraît, entre le contenant et le contenu, les efforts des trois conservateurs qui se sont succédés depuis 1945 ont essentiellement tendu à établir un rapport précis entre toute la diversité des collections. Un authentique musée local, avec les reflets des aspects de la ville, l'évocation des métiers en voie de disparition et, surtout, présente, la mer.

Dès l'entrée, peintures, modèles de navires, cartes anciennes, instruments de navigation, rappellent un prestigieux passé maritime (même si les Dieppois ne furent pas les seuls à découvrir l'Amérique), quelques grandes figures : Jehan Anco, l'armateur du seizième siècle ; Abraham Duquesne : les combats des corsaires et ces expéditions vers les côtes de Guinée d'où furent rapportées tant de défenses d'éléphant que, suivant un chroniqueur, « cela donna aux Dieppois le cœur d'y travailler ». Les ivroliers de Dieppe ont, en effet, œuvre depuis des siècles, et les innombrables témoins de leur industrie sont ici réunis.

PIERRE BAZIN.

(Lire la suite page 10.)

GRAND PAVOIS DE LA ROCHELLE



LA FÊTE DE LA VOILE
du 10 au 13 Septembre au Port des Ancres
Salon de voiliers neufs à flot.
Locales et étrangères, démonstrations et salons.
Un vaste programme pour tous les amateurs de voile.
Salle de spectacle, cinéma, concerts, etc.
Café, bar, restaurant, etc.
Tous les services pour les visiteurs.
75000 La Rochelle, Tél. 44.22.22

AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB

SEPTEMBRE, OCTOBRE sont de très bons mois pour un voyage en INDE :
— Inde du Nord-Népal : 16 J., 3.800 F. départs : 25-9, 22-10, 6-11 et Spécial Noël le 19-12
— Inde du Nord, Népal, Cambodge, Rajastan, 25 J., 5.500 F. départs : 4-9, 7-11 et Spécial Noël le 19-12
— Ceylan et Inde du Sud 25 J., 3.500 F. départs : 1-10, 12-11 et Spécial Noël le 17-12
4, rue de l'Echelle - 75001 Paris
3 bis, rue de Valenciennes - 75005 Paris
Tél. : 260.74.93 & 44.69 - 325.76.25
ou chez votre agent de voyage

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____
désire recevoir gratuitement votre brochure. Lc. A74

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales
Châtelet, 20 h. 30 : Volga.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Les Parents terribles.
Athènes, 21 h. : Le Faiseur.
Closely, 21 h. 45 : Le Maître de Santiago.
Comédie Camarillo, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Danton, 21 h. : Poupée.
Huchette, 20 h. 45 : Les Cantaristes enchaînés.
Le Lucernaire-Forum, Théâtre coupe, 20 h. 30 : Les Deux Gentilshommes de Vérone.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : Molly Bloom.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : Les Femmes d'Alger.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : Les Femmes d'Alger.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : Les Femmes d'Alger.

Festival estival

Le Théâtre-Théâtre, 20 h. : Concerts burlesques.
Folies de la Ville, 20 h. 30 : Orchestre de philharmonie d'Anvers.

Les cafés-théâtres

Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : L'improvisation du Palais-Royal.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : La Démocratie.
Café d'Edgar, 20 h. 30 : Jean-Marc Toulouze.
Café de la Ville, 20 h. 30 : Tango.
Café de la Ville, 20 h. 30 : Tango.
Café de la Ville, 20 h. 30 : Tango.

Cour des Miracles, 20 h. 30

Marianne Sergent, 21 h. 45 : L'Amour.
Le Manteau, 20 h. 30 : La Démocratie.
Le Petit Casino, 21 h. 15 : Cami.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Le Plateau, 20 h. 30

Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de danse.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 26 août

Closely des Billeries, 20 h. : Sonates
et cantates, musique baroque sur
instrument à vent et à cordes (Marsia,
Scarlati, Vivaldi, Beethoven).

La danse

Hôtel de la Rochette, 20 h. 30 : Ballets
historiques du Marais.

Jazz, pop et rock

Théâtre Montferrat, 22 h. 45 : Sabab
Club de la Huchette, 21 h. 30 :
Michel Athenoux.

cinémas

(*) Films interdits aux moins de
treize ans.
(**) Films interdits aux moins de
dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : La Dixième Symphonie,
d'A. Gance, 18 h. 30 : La
Chronique d'Anna Médagioni,
de J.-M. Staud, d'A. Bultel,
20 h. 30 : Muriel, d'A. Resnais,
22 h. 30 : Monsieur Verdoux, de
C. Chaplin.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pagode, 7 (705-12-13).
ALICE DANS LES VILLES (All. vers.
amér.) : Le Marais, 4 (278-47-56).
14-Juillet-Parnasse, 8 (238-58-01).
ASTÉRIX ET CLEOPATRE (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

BARRY LYNDON (A. v.o.) : Le Paris,
8 (338-53-89).
U.G.C.-Opéra, 2* (331-50-32).

BLACK SUNDAY (A. v.o.) : Cluny-Palace,
8 (533-07-76).
Marginal, 9 (338-52-82).
V.L., 1* (331-51-10).
Cambronne, 15* (734-42-56).
Mural, 16* (288-59-75).
Clichy-Patbé, 18* (522-37-41).

CAS WASS (A. v.o.) : U.G.C.-Mar-
seille, 8 (225-47-19).

CASANOVA DE FELLINI (It. v.o.)
(*) : Studio de la Harpe, 8 (032-
34-83).

Les films nouveaux

MONSIEUR PAPA, film fran-
çais de Philippe Mondon
Saint-Gervais Studio, 5 (033-
42-72).
Montparnasse 83, 6 (338-
54-14-17).
Concorde, 8* (338-
54-14).
Nations, 12* (343-
04-57).
Fauvette, 13* (331-
56-85).
Clichy-Patbé, 18* (522-37-41).

JULIE ÉTAIT BELLE, film
français de René Sorel
Saint-Gervais Studio, 5 (033-
42-72).
Montparnasse 83, 6 (338-
54-14-17).
Concorde, 8* (338-
54-14).
Nations, 12* (343-
04-57).
Fauvette, 13* (331-
56-85).
Clichy-Patbé, 18* (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTIAGO (Fr.-Belg.) :
Maxiville, 9 (770-72-84).
Calypso, 17 (754-10-57).
Clichy-Patbé, 18 (522-37-41).

LE MAÎTRE DE SANTI

LA VIE ÉCONOMIQUE

IMPRIMERIE

La C.G.T. dénonce le « démantèlement de la Néogravure »

Au cours d'une conférence de presse présidée par M. O. Calvetti, secrétaire de la C.G.T., le 25 août, au nom de la Fédération française des travailleurs du Livre, ce qu'il appelle « le démantèlement de la Néogravure ». Au-delà, il a traité des difficultés de l'imprimerie de labeur en général et présenté les solutions avancées par la F.F.L.T.

En juin dernier, la direction de la Néogravure a annoncé en effet qu'elle devrait opérer, à la faveur de la mise en place d'un nouveau procédé en photogravure, des compressions de personnel que la F.F.L.T. évalue à neuf cent vingt suppressions d'emplois (1). M. Coquelin, s'appuyant sur le dernier rapport aux actionnaires de M. Marchandise, P-D-G, de Hachette, faisant état de bénéfices substantiels du groupe, s'étonne qu'on veuille faire payer aux travailleurs, grâce aux compressions de personnel, la modernisation de la Néogravure. Rappelons que cette imprimerie, désormais numéro un en France, est contrôlée à 80 % par la librairie Hachette (en tant qu'éditeur de *Télé-7 jours*, *Elle*, etc.) et le groupe bancaire Paribas, par l'intermédiaire d'un holding, la Société de développement financier.

Après avoir rappelé que la direction de la Néogravure, à travers la fermeture de l'usine d'Asnières-Moulineux en 1974, avait déjà procédé à la suppression de mille emplois, M. Coquelin souligne que « le but de l'opération s'inscrit, dans la première des industries graphiques, dans le cadre de la constitution d'un monopole avec, à l'intérieur de ce monopole, la mise en concurren-

rence des filiales et procédés sur les conditions de salaires, de travail ».

Il rappelle alors que, face à une situation abominable à ce que 20 % du chiffre d'affaires total du secteur de l'imprimerie de labeur sont traités à l'étranger, la F.F.L.T. qui est acquise à toute démarche de modernisation du matériel des entreprises « considère que des solutions existent. Elles passent par « un réajustement des échanges internationaux », en priorité par le rapatriement de travaux (plus de deux cents revues) réalisés dans les pays limitrophes (R.F.A., Hollande, Italie, Espagne) pour le compte des pouvoirs publics ou de grandes entreprises nationales : catalogues et imprimés de Renault, Air France, Total, la C.F.P., confection de la vignette auto, des cartes de Loto et du P.M.U.

En outre, M. Coquelin soutient dans cette campagne par M. O. Calvetti, secrétaire de la C.G.T. — a rappelé que 40 % des livres édités en France sont imprimés à l'étranger, ainsi qu'une grande partie des manuels scolaires.

Le dirigeant syndical, évoquant de nouveau le procédé Néogravure, dont la mise en œuvre, selon la F.F.L.T., à justifier les licenciements annoncés à la Néogravure, déclare en conclusion qu'« une juste conception de la modernisation implique que les problèmes techniques soient opérés au service des besoins humains et non qu'ils conduisent au chômage ».

(1) Selon la direction de la Néogravure, le chiffre des emplois permanents s'élèverait à cinq cent vingt-cinq, « étalés dans le temps

MAIRIE

La municipalité de Saint-Étienne estime possible d'éviter des licenciements à Manufrance

De notre correspondant

Saint-Étienne. — Les difficultés de Manufrance constituent un sujet de préoccupations de plus en plus graves au fur et à mesure que la rentrée de septembre approche. Au cours d'une conférence de presse donnée le 25 août par la municipalité de Saint-Étienne, le maire, M. Joseph Sanguedolce (P.C.), a déclaré, sans avancer de chiffre : « Les licenciements sont pour nous la pire des choses, mais nous ne pouvons pas dire qu'il n'y en aura pas. Nous estimons qu'on peut les éviter », a-t-il dit, ajoutant que « Manufrance doit et peut vivre et doit rester stéphanoise. Or actuellement, c'est vrai, qu'elle a souffert beaucoup et d'énormes pertes, y compris américaines ». Le maire de Saint-Étienne a affirmé que la ville n'était pas systématiquement hostile à une augmentation du capital, mais, en revanche, jamais elle n'accepterait de brader les actions qu'elle détient « en descendant en dessous d'un certain pourcentage qui entrainerait l'élimination de ses deux représen-

tants au conseil d'administration ».

Après avoir souligné que la recherche d'une solution doit se poursuivre après le 31 août, M. Paul Chomati (P.C.), premier adjoint, a assuré que « le plan de MM. Blanc-Durelour, qui comportait mille cent licenciements et la disparition de l'activité industrielle, est actuellement abandonné. Il est maintenant largement reconnu que ce plan n'était pas la solution souhaitable aux difficultés de l'entreprise. D'ailleurs, qui n'étaient pas jusqu'à présent convaincues de l'intérêt de certaines mesures concernant les fabrications nouvelles, portent à celles-ci une plus grande attention. Les suppressions de certains services ou ateliers n'apparaissent plus aussi inéluctables après un nouvel examen plus approfondi. M. Barre a versé 11 milliards de francs nouveaux à la sidérurgie. (...) A Manufrance, des centaines, voire des milliers d'emplois existent qu'il faut sauver. Veut-il prendre la responsabilité de ne pas faire ce qu'il faut faire et ce qu'il peut faire pour cela ? »

De son côté, M. André Gamier (P.S.), septième adjoint, chargé des affaires économiques, a considéré comme inacceptable « une stratégie en deux temps qui consisterait, d'abord, à traiter la situation financière de Manufrance par des économies massives et à envisager ensuite seulement des mesures rééquilibrées, mais adoucies, de relance de l'activité industrielle et commerciale. Une telle stratégie ne pourrait qu'aboutir à l'échec ». — J.-P. G.

A L'ÉTRANGER

La Moscow Narodny Bank approuve les pressions des États-Unis en faveur d'une relance au Japon et en R.F.A.

Commentant la baisse du dollar, la Moscow Narodny, la grande banque soviétique de Londres, estime dans son dernier bulletin, qu'en faisant baisser leur monnaie les États-Unis ont voulu faire pression sur l'Allemagne oc-

cidentale et le Japon, pour qu'ils relancent leur économie. La banque soviétique estime que le sentiment de « frustration » causé au gouvernement américain par ces deux pays est « compréhensible ». La banque constate que ces deux pays « combattent le chômage avec autant d'insistance que les États-Unis en ont fait preuve en juin et juillet à l'égard du dollar ».

LA BUNDESBANK RÉDUIT LES RÉSERVES OBLIGATOIRES DES BANQUES

M. Emminger, président de la Bundesbank, vient de souligner, au cours d'une conférence de presse, que l'économie allemande avait stagné au deuxième trimestre de cette année. Des mesures de relance devraient être prises dès que possible par le gouvernement, a ajouté M. Emminger.

Toujours est-il que le conseil central de la Bundesbank a décidé jeudi 25 août une réduction de 10 % des réserves minimales des banques à partir du 1^{er} septembre. En outre, les banques ont vu leur contingent de réserves augmenter de 2 milliards de DM. La baisse des réserves minimales des banques correspond à la libération de 4,5 milliards de DM environ auxquels il faut ajouter 2,5 milliards de DM de contingent de réserves. Ce sont donc 6,5 milliards de DM de liquidités supplémentaires qui ont été créées. Elles serviront à couvrir une partie des échéances finales de septembre et constituent un ballon d'oxygène pour l'économie.

Dans un commentaire sur le franc français, la Moscow Narodny estime qu'il y a matière à optimisme malgré la nervosité du marché des changes à l'approche des élections. La balance des comptes française s'améliore et il y a des bonnes raisons d'espérer que le taux d'inflation se modérise au cours des prochains mois. La banque laisse aussi prévoir une relance sélective de l'économie française à l'automne. — (A.F.P.)

Aux États-Unis

PERSISTANCE EN JUILLET D'UN IMPORTANT DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Le déficit de la balance commerciale américaine a atteint 2,3 milliards de dollars en juillet après correction des variations saisonnières. C'est une amélioration — relative — par rapport au déficit record de 2,8 milliards de dollars en juin (2,8 milliards de dollars). Elle est due à une diminution — que les experts estiment temporaire — des achats de pétrole (- 72 % en un mois) et de café (- 32,3 %), s'expliquant par l'abondance des stocks.

Pour les sept premiers mois de l'année, le déficit de la balance commerciale américaine s'élève à 14,9 milliards de dollars contre 6,4 milliards pour toute l'année 1976. Aussi Mme Slater, porte-parole du département du commerce, a-t-elle évoqué la possibilité d'un déficit atteignant 27 milliards de dollars (132 milliards de francs) pour l'année 1977.

Quatre millions et demi d'Américains ont plusieurs emplois

TRAVAIL

QUAND TU NOUS TIENS !

Le chômage aux États-Unis reste élevé (6,7 millions de personnes, soit 6,9 % de la population active), mais plus de quatre millions et demi d'Américains exercent plusieurs emplois. L'étude du département du travail, qui fournit ce chiffre, ajoute qu'il dépasse de six cent mille celui existant l'an dernier à la même époque. Il est maintenant à son niveau du début des années 70, les années de la reprise.

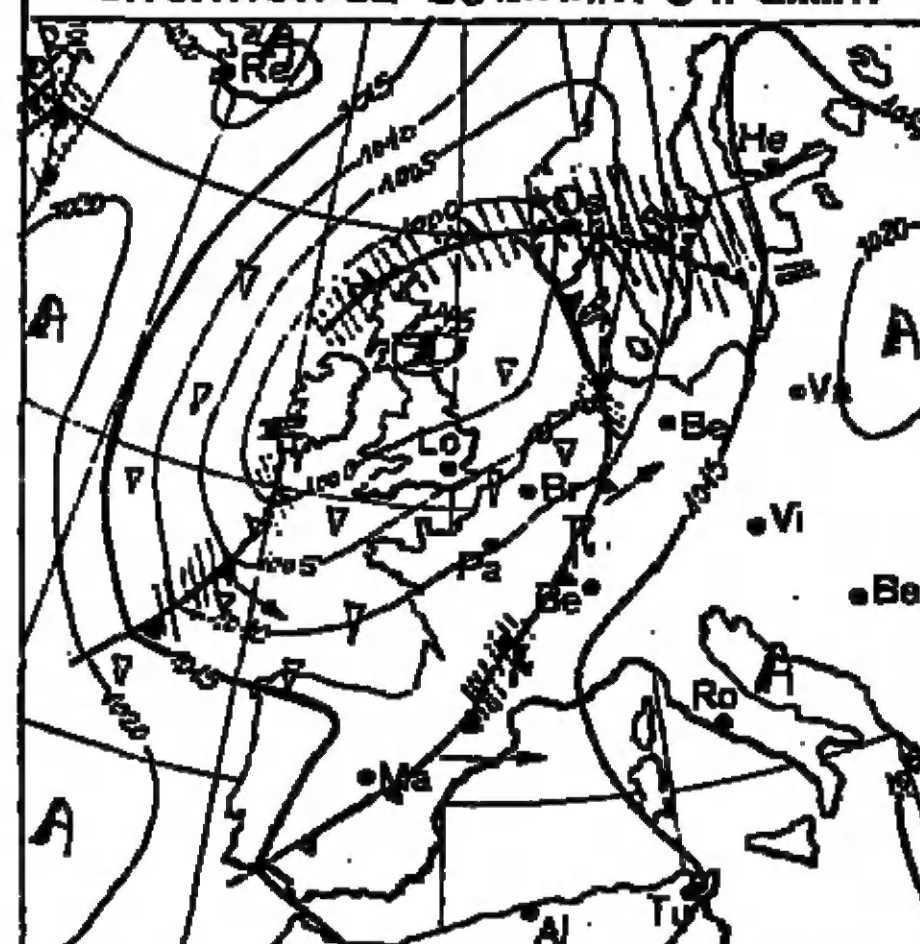
Selon l'enquête, ce sont surtout les Blancs qui cumulent les emplois (6,3 % de la population active contre 2,6 % pour les Noirs), mais pour la première fois la proportion des femmes actives ayant au moins deux emplois a dépassé 3 %. Ces chiffres vingt-cinq et quarante-cinq ans que le cumul est le plus fréquent (5,9 % pour les vingt-cinq à trente-quatre ans, et 6,6 % pour les trente-cinq à quarante-quatre ans). Les hommes mariés prennent plus facilement plusieurs emplois (6,9 %) que les célibataires ou les divorcés. En revanche, la proportion des femmes mariées ayant deux emplois (2,9 %) est inférieure à la moyenne.

Enfin, 40 % des Américains qui exercent plusieurs activités déclarent le faire pour des raisons économiques. C'est-à-dire pour améliorer leur niveau de vie ou rembourser des dettes ; 30 % le font simplement « parce qu'ils aiment leur second métier ». — (A.F.P.)

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 AOÛT 1977 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 26 août à 0 heure et le samedi 27 août à 24 heures.

La vaste zone dépressionnaire d'Europe occidentale ne se déplacera que très lentement vers le nord-est. Elle continuera de diriger sur la France un flux d'air instable, parfois orageux.

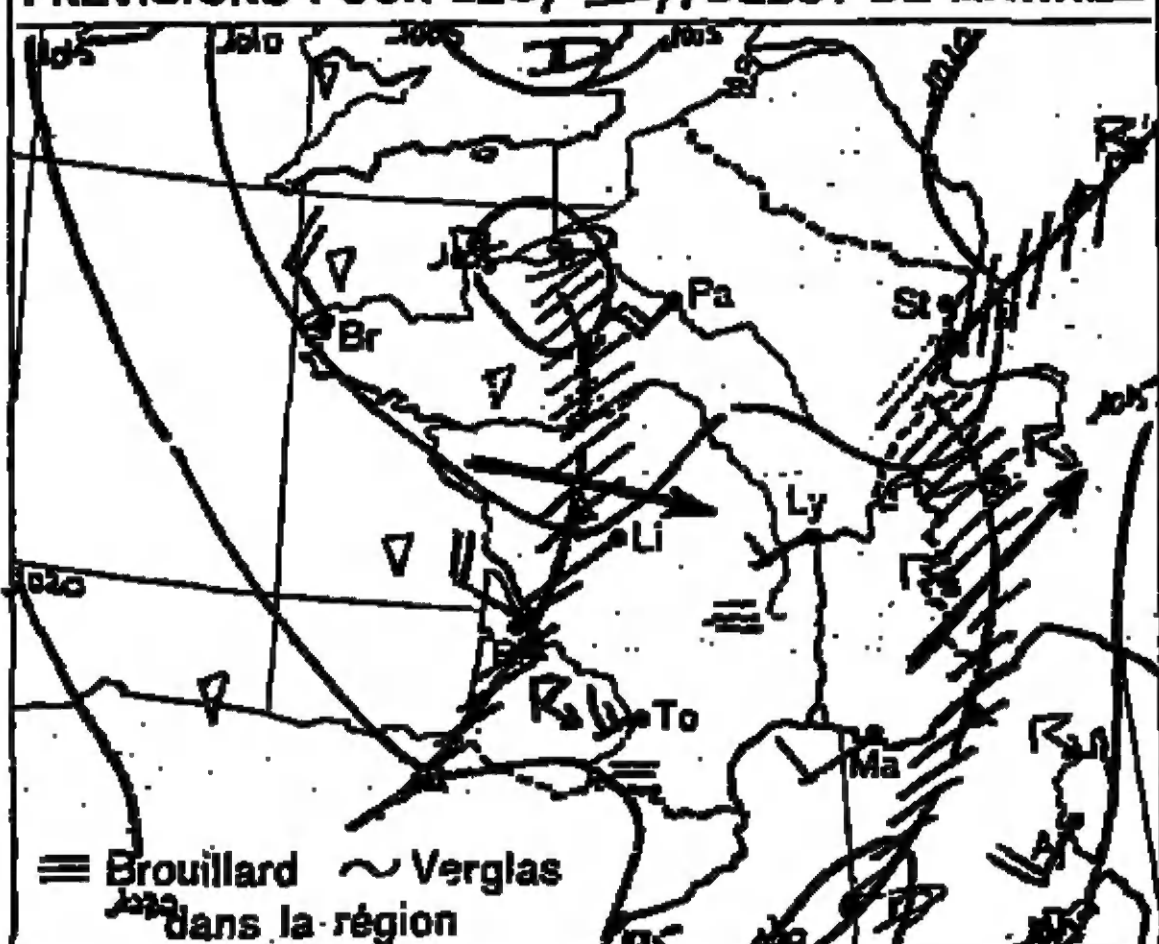
Samedi, au matin, le matin, un temps assez nuageux avec quelques pluies et des orages isolés des frontières de l'Est aux Alpes et à la Corse, tandis qu'une autre zone très nuageuse avec pluies ou orages orageux affectera les régions s'étendant de la Normandie à l'ouest du Massif Central et du Bas-Est. Cette dernière, qui progressera ensuite vers l'est, atteindra le soir les régions s'étendant du Nord des Ardennes aux Pyrénées centrales. Ces zones assez méconfortables seront séparées par un temps plus variable, nuageux avec des éclaircies et quelques averses.

Les vents seront très irréguliers en force et en direction : ils seront assez forts par moments sur la Manche puis sur les côtes de l'Atlantique, où ils commenceront à s'orienter au nord-ouest.

Les températures diurnes baisseront sur les régions de l'Ouest, alors qu'elles varieront peu sur les autres régions. Les maximums, sauf dans le Sud-Est, seront souvent inférieurs aux normales saisonnières.

Vendredi 26 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au

PRÉVISIONS POUR LE 27 AOÛT DÉBUT DE MATINÉE



niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1009,1 millibars, soit 0,8 millibars en dessous de la normale.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 août ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Alger, 21 et 13 ; Bordeaux, 21 et 14 ; Brest, 18 et 11 ; Caen, 21 et 11 ; Cherbourg, 19 et 11 ; Clermont-Ferrand, 26 et 13 ; Dijon, 24 et 14 ; Grenoble, 24 et 14 ; Lille, 22 et 13 ; Lyon, 26 et 15 ; Marseille, 25 et 17 ; Nancy, 20 et 13 ; Nantes, 19 et 12 ; Nice, 23 et 15 ; Paris - Le Bourget, 22

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1851

HORIZONTALEMENT

I. N'est bonne à prendre qu'avec des pincettes ; Avec lui, il faut s'attendre à de nombreux accidents. II. Finit par plus porter que du cuir. Jeu d'enfant. Un monument de l'antiquité.

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|
| I | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
| II | | | | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | | | | | | | |
| XII | | | | | | | | | | | | | | | |
| XIII | | | | | | | | | | | | | | | |
| XIV | | | | | | | | | | | | | | | |
| XV | | | | | | | | | | | | | | | |

noir. Titres. — XV. Chantent au paradis. Inévitable.

VERTICALEMENT

I. Fatiguée quand elle est vieille. A inspiré des jeux de noble compagnie. — 2. Point souple. Marquèrent leur préférence. — 3. Volent de leurs propres ailes. Symbole. Ne se trappe plus.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 26 août 1977 :

UN DÉCRET

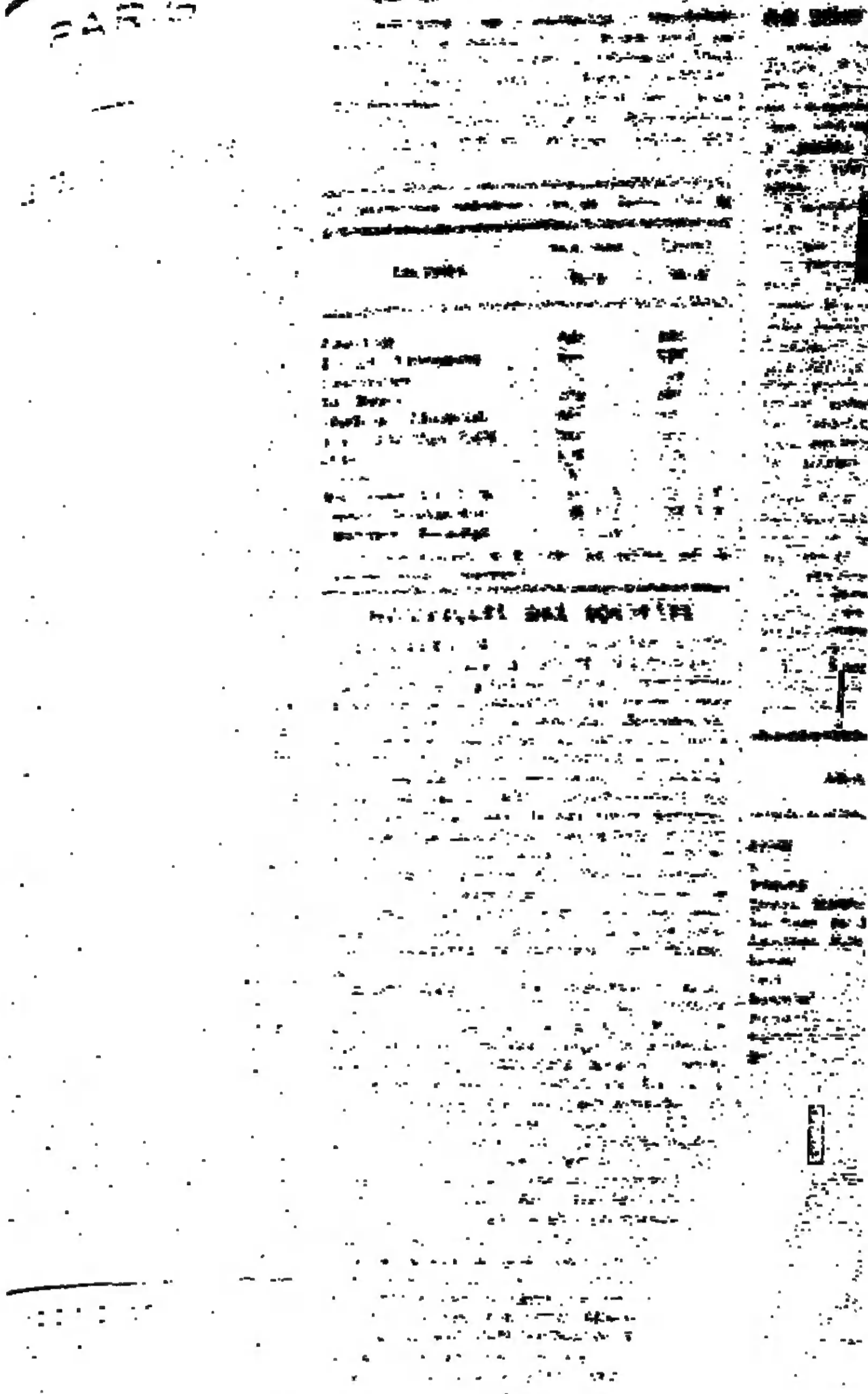
● Rendant applicables, au régime des assurances sociales agricoles, les dispositions de la loi n° 77-657 du 28 juin 1977 portant majoration des pensions de vieillesse de certains retraités.

UN ARRÊTÉ

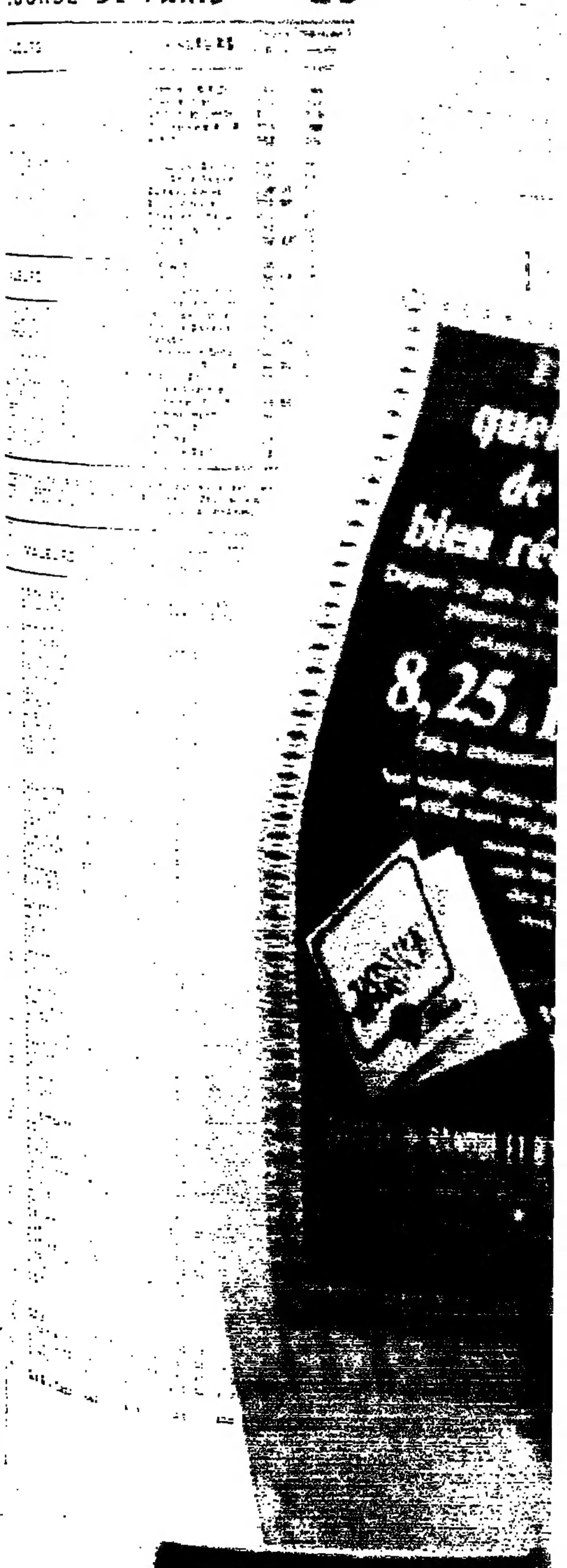
● Relatif au versement représentatif de la part locale de la taxe sur les salaires à titre de régularisation pour 1976 (majoration des sommes à répartir en 1977).

LES MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES



COURSE DE PARIS 25



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
25 AOUT

La hausse s'accélère

Assés par nervosité le premier jour du nouveau terme, la Bourse de Paris a retrouvé jeudi une certaine vitalité, semble-t-il. Enlargi progressivement à l'ouverture, le marché a été élargi à son tour à l'après-midi. Les cours ont été en général sur avance en cours de séance, et, à la clôture, l'indice a instantanément enregistré une hausse un peu supérieure à 1 %.

A l'exception de la construction mécanique, qui a subi un léger recul, tous les autres secteurs ont progressé. On a senti, par exemple, dans les compartiments chimie y compris, un profit du regain d'intérêt pour les valeurs françaises manifesté par le public étranger. L'attention a été attirée sur les sociétés de sécurité du crédit, le matériel électrique et les magazines en réimpression. Les grandes surfaces ont

Aux alentours de la corbelle, les professionnels avaient le sourire. Après le retour progressif des accablants du mois d'août, les acquiescements se font plus nombreux, plus sagement tenus. Certains, pour quelques ordres d'achats toujours plus raisonnables, ont même commencé à planifier de bonnes affaires toujours possibles.

La nouvelle baisse de 1/8 de point du loyer de l'argent à court terme a été accueillie avec un vif intérêt. Le reprise des cours dans la mesure où elle pourrait présager la prochaine réduction, très attendue des Banques, a été appréciée.

Mais le rebondissement de la guerre à l'échelle entre les communistes et les socialistes à propos de la démission de Combarieu, a joué aussi un rôle non négligeable. « Ces divergences ne font pas payer », ont dit certains, « mais elles nous en font perdre à la gauche », affirmait d'autres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, Base 100 : 31 déc. 1976.)

| | | |
|-----------------------|---------|---------|
| | 24 août | 25 août |
| Valeurs françaises .. | 83,4 | 90 |
| Valeurs étrangères .. | 100,4 | 100,2 |

C- DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

| | | |
|----------------------|------|------|
| Indice général | 58,4 | 58,7 |
|----------------------|------|------|

LONDRES

L'activité se ralentit vendredi matin à la veille d'un week-end de trois jours, le marché devant être fermé lundi pour le Bank holiday. Tristement des industrielles. Aux contrôles, baisse de B.P. Résistance des fonds d'Etat. Bonne tenue des mines d'or.

| Performance (dollars) : 144 20 contre 144 20 | | |
|--|-----------------|---------------|
| VALEURS | CLOTURE 26/8 | COURS 26/8 |
| BOEING | 600 | 597 |
| Sub Petroleum | 115 | 115 |
| Beiers | 270 | 265 |
| Arise Chemical | 478 | 412 |
| Floto Zinc Corp. | 257 | 262 |
| | 193 | 191 |
| Loan 3 1/2 % | 31 1/2 | 31 5/8 |
| St Oriental | 28 1/2 | 28 1/4 |
| Arise Holdings | 17 1/4 | 17 |
| En cours U.S. | | |
| Investissement | | |

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ROUSSELOTT. — La société ATOUMELLE, filiale à 50/50 d'El-AQUILA et du groupe Total, confirme la prise en compte de 10 millions de capital de la société RousseLOT, 414 000 actions, au prix unitaire de 550 F, ce qui représenterait un montant de 222,5 millions de francs. Cette opération est bénéficiaire du point de vue financier de ses actionnaires. La décision, toutefois, ne lui paraissant pas, relevant du domaine des finances, qu'étude attentive de la réponse à rendre à la société française B.P. qui se propose de lancer une O.P.A. à ce prix pour prendre le contrôle de RousseLOT.

BOECHEST. Le numéro allemand et mondial de la chimie française, comme la E.A.S.F., des entreprises chimiques par le monde. Les bénéfices avant impôts du groupe est en recul de 6,6 % à 402 millions de deutschemarks (10 millions de francs) par rapport à la société mère de 5,5 % à 7 millions de deutschemarks (1,7 millions de francs) en 1974. Les échanges, respectivement de 1,4 milliards de deutschemarks (340 millions de francs) et 1,5 milliards de deutschemarks (350 millions de francs). Mais les dirigeants de la firme « *Frankfurt* » mettent également en avant la baisse de 10 % des ventes dans le monde, et en particulier (— 6,3 %) malgré la diminution des effectifs de 100 personnes. Les perspectives de l'activité à l'étranger. Mais est aussi probable que le groupe souffrira de la conjoncture internationale.

NEW-YORK

NEW-YORK
An plus bas depuis vingt m
Déjà peu vaillant ces der
jours, Wall Street a été repris
d'un franc accès de faiblesse et
de nouveaux dégagements, l'in
des industrielles, en fin de con
a perdu 8,75 points à 854,12.

[illegible]

| VALUEURS | COEFF. | | CO |
|---------------------|--------|----|-----|
| | 25 | 8 | |
| Atico | 46 | 12 | 46 |
| A.T.T. | 89 | 18 | 61 |
| Baoung | 57 | 57 | 57 |
| Ban | 32 | 4 | 4 |
| De Point de Moupara | 114 | 34 | 112 |
| Eastman Kodak | 68 | 14 | 62 |
| Exxon | 83 | 4 | 4 |
| Fern | 42 | 42 | 42 |
| General Electric | 53 | 8 | 53 |
| General Foods | 33 | 33 | 33 |
| General Wash | 55 | 1 | 55 |
| Goodyear | 19 | 12 | 19 |
| I.R.M. | 268 | 22 | 268 |
| Johnson | 26 | 26 | 26 |
| Kumcam | 26 | 14 | 26 |
| Nobil Oil | 61 | 12 | 58 |
| Phizer | 27 | 27 | 27 |
| Shelton | 67 | 18 | 67 |
| Tecoma | 26 | 3 | 26 |
| U.A.I. Inc. | 19 | 17 | 19 |
| Union Carbide | 46 | 46 | 46 |
| U.S. Steel | 32 | 14 | 31 |

| | | |
|--------------------|--------|----|
| Westinghouse | 20 1 4 | 19 |
| Xerox | 54 3 8 | 53 |

| | | |
|---------------------------------|-------|--|
| Taux du marché monétaire | | |
| Effets privés | 8 1 4 | |

| | | |
|------------------------------|--------|----|
| COURS DU DOLLAR A TON | | |
| | 25.2 | 2 |
| 1 dollar (en gms) ... | 255 75 | 25 |

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 25 AOUT - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Le Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

| COTE DES CHANGES | | COURS DES BILLETS échange | MARCHÉ LIBRE DE L'OR | |
|------------------|--|---------------------------------|----------------------|--|
| | | | | |

[illegible]

